



Editorial de la revue militaire El Djeïch :
**« Le contexte international
 actuel est impitoyable
 pour les faibles »**

P.3



**Le Président Tebboune
 préside aujourd'hui une
 réunion extraordinaire
 du Conseil des ministres**

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 9 OCTOBRE 2022 // N°405 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LES FRANÇAIS POUR CONCRÉTISER LA RÉCONCILIATION,
 LES ALGÉRIENS POUR CONSTATER LES CHANGEMENTS PROMIS

Elisabeth Borne aujourd'hui à Alger

P.3



MISE EN PLACE DE MESURES URGENTES EFFICACES
 POUR STOPPER LA DÉGRADATION DU POUVOIR D'ACHAT
Pour une révision de la politique salariale

P.3



FACE AUX RISQUES MAJEURS

**Le gouvernement veut mettre
 en place une stratégie préventive
 et opérationnelle**

P.4

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX,
 ABDERRACHID TABI, L'AFFIRME :

**« Des groupes organisés à l'origine
 de la spéculation illicite... »**

P.4

AMÉLIORATION DU SYSTÈME SANITAIRE ET DE LA
 QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

**Le gouvernement semble déterminé
 à opérer « une réforme globale »**

P.5



CONFIDENTIEL

GAZ : L'INDE EN POURPARLERS AVEC L'ALGÉRIE POUR SE PROCURER DU GNL

L'Inde serait en pourparlers avec l'Algérie et l'Angola pour assurer des approvisionnements en GNL (Gaz naturel liquéfié). C'est en tout cas ce qu'affirme Mint, un journal quotidien d'affaires indien, qui cite deux responsables.

Inquiet par une pénurie mondiale de gaz qui se profile, notamment en raison de la crise en Ukraine, ce pays d'Asie à forte croissance économique cherche à sécuriser ses approvisionnements en GNL grâce à des contrats « à long terme ». « Des pour-



parlers sont en cours pour des contrats à long terme pour le GNL et pour le pétrole brut », a déclaré l'un des deux responsables cités par Mint. Habituellement, l'Inde importe l'essentiel de son GNL du Qatar, des Émirats arabes unis, des États-Unis et d'Oman. Depuis le

début de l'année, le Qatar a fourni le volume le plus élevé, d'une valeur de 3,52 milliards de dollars. Quant à l'Algérie, elle a exporté du GNL vers l'Inde pour 61,03 millions de dollars en août, d'après le ministère indien du Commerce cité par la même source.

GÉOPOLITIQUE : L'ACCROISSEMENT VERTIGINEUX DE LA FLOTTE CHINOISE INQUIÈTE LES OCCIDENTAUX

La nouvelle géopolitique mondiale se traduit avant tout par une lutte stratégique navale entre les États-Unis et la Chine, dont la flotte a triplé depuis le début du XXI^e siècle, rappelle l'historien Martin Motte dans un entretien accordé au quotidien Le Monde. Pour rattraper puis dépasser la puissance américaine, Pékin sait que les enjeux sont à la fois en haute mer et aux abords du littoral. D'abord la conviction que l'accès à la mer Noire est un des objectifs majeurs des Russes. La volonté de

contrôler l'espace reliant la mer Blanche à la mer Noire est en effet une ligne de force de leur histoire. La raison géopolitique en est que l'étagement de cet espace en latitude offre une grande variété de ressources, des harengs de la mer Blanche aux vignes de la Crimée en passant par les riches terres à blé ukrainiennes. Qui contrôle la zone peut ensuite en exporter les productions vers la Méditerranée via la mer Noire. Le moment-clé, à cet égard, fut 1774, date à laquelle les Russes

arrachèrent les côtes ukrainiennes et la Crimée à l'Empire ottoman et à ses alliés tatars. Ils y fondèrent Odessa, Nikolaïev, Kherson, Sébastopol et Marioupol, entre autres. Voilà pourquoi de nombreux Russes, à commencer par Vladimir Poutine, sont persuadés d'avoir des droits historiques sur ce littoral. Mais en droit international, il appartient à l'Ukraine, qui s'est émancipée de la tutelle russe en 1991 et n'a pas moins besoin d'un accès à la mer Noire que la Russie.

LE RN (EX-FRONT NATIONAL) CÉLÈBRE SES 50 ANS SANS JEAN-MARIE LE PEN

Le parti d'extrême-droite français le Rassemblement national (RN) fête son anniversaire ce jeudi. Au menu, un colloque pour acter la stratégie de notabilisation du parti, en position de force avec 89 députés. Si l'absence de Jean-Marie Le Pen soulage la nouvelle garde, elle fait grincer des dents les historiques du mouvement. 330 participants, l'une des plus belles salles de l'Assemblée nationale et un

grand absent : Jean-Marie Le Pen, selon BFMTV. Le Rassemblement national fête – plutôt discrètement – ses 50 ans ce jeudi avec un colloque intitulé "De l'espoir au pouvoir" au Palais-Bourbon, mais il n'a pas invité son principal fondateur. Le parti compte plutôt profiter de l'occasion pour mettre le cap sur la présidentielle de 2027 et tourner définitivement la page de son passé.

COMMÉMORATION DU 10^E ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE CHADLI, EN PRÉSENCE DE SA VEUVE

La localité de Sebaa dans la commune de Berrihane, wilaya d'El Tarf, a célébré jeudi dernier, le 10^e anniversaire du décès du défunt président Chadli Bendjedid en présence de sa veuve, des membres de sa famille, des autorités de wilaya et de personnalités nationales.

L'ancien président de la République Chadli Bendjedid est mort, le 6 octobre 2012, à l'âge de 83 ans, à l'hôpital mili-

taire de Aïn Naadja à Alger, des suites d'une longue maladie. Le défunt a pris les commandes du ministère de la Défense nationale de novembre 1978 à février 1979 avant de succéder à Houari Boumediene au poste de président de la République. Son règne dura environ 13 ans. En 1992, il a dû démissionner sur fond de crise sécuritaire et politique qui allait plonger le pays dans une décennie de violence.

ONU : LE MAROC ET L'ESPAGNE MIS À L'INDEX PAR LES PÉTITIONNAIRES

Le soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui a été réaffirmé par un impressionnant nombre de pétitionnaires lors de la séance du 6 octobre, au lancement des débats sur la question du Sahara occidental au niveau de la quatrième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU en charge de la décolonisation.

Lors de cette séance, un enchaînement sans précédent d'intervenants, venus des quatre coins du monde, exprimer haut et fort leur soutien à la cause sahraouie. Mili-



tants des droits de l'homme, juristes, parlementaires et membres de la société civile, le premier groupe, majoritairement composé de ressortissants espagnols, a ouvert

la série d'interventions qui se poursuivront jusqu'à lundi prochain, pour affirmer au sein de l'ONU le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

ÉTATS-UNIS

L'ALIGNEMENT DE L'ARABIE SAOUDITE AVEC LA RUSSIE EST UN « DÉSASTRÉ TOTAL »

Fin septembre et à la suite du G7, l'Union européenne annonçait ce qu'elle pensait être l'une des armes les plus efficaces pour assécher les finances guerrières de Moscou tout en luttant contre sa propre crise énergétique: un plafonnement du prix du pétrole. Quelques semaines plus tard, et alors que le continent n'a pas encore réussi à cesser de s'abreuver à la source russe pour étan-

cher sa soif d'énergie, patatras pour l'Occident, qui voit son plan fortement mis à mal.

Menés par l'Arabie saoudite et complétés par la Russie, faisant face à une baisse sévère du prix du brut, les pays de l'OPEP annonçaient leur décision de réduire leur production de pétrole de deux millions de barils par jour pour le mois de novembre, l'équivalent de 2% de la fourniture mon-

diale. À quelques semaines d'élections de mi-mandat forcément cruciales, l'administration Biden est bien sûr furieuse : luttant chez elle contre une inflation galopante – menée notamment par les prix de l'énergie –, elle a longuement pressuré ses alliés au sein de l'OPEP, à commencer par l'Arabie saoudite, pour qu'ils ne réduisent pas ainsi leur production.

L'IRAN DIFFUSE LES « AVEUX » DE DEUX FRANÇAIS SOUPÇONNÉS D'ESPIONNAGE

Le site de la télévision officielle iranienne al-Alam a diffusé, jeudi 6 octobre, ce qu'elle présente comme des « aveux » d'espionnage de deux Français arrêtés en mai en Iran. Dans la vidéo, une jeune femme s'exprimant en français affirme s'appeler Cécile Kohler et être agent de renseignement opérationnel à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Téhéran avait annoncé, le 11 mai l'arrestation de deux Européens « entrés dans le pays dans le but de déclencher le chaos et déstabiliser la société », a rapporté le JDD. Les autorités françaises ont alors dénoncé une arrestation « sans fondement » et demandaient leur « libération immédiate ». L'Iran avait accusé début juillet d'« atteinte à la sûreté » du pays deux « syndicalistes français » arrêtés en mai. Une

source syndicale française les avait identifiés comme Cécile Kohler, une responsable du syndicat d'enseignants Fnc FP-FO, et son conjoint, Jacques Paris. Celle-ci indiquait que le couple faisait du tourisme en Iran, au moment de leur arrestation. Pourtant, dans la vidéo diffusée, Cécile Kohler affirme qu'elle et son conjoint étaient en Iran « pour préparer les conditions de la révolution et du renversement du régime iranien ». Ils devaient également financer des grèves et des manifestations et même utiliser des armes « si nécessaire pour se battre contre la police », ajoute-elle. L'homme montré dans la vidéo, qui s'exprime aussi en français, déclare que la DGSE devait « faire pression sur le gouvernement ».

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



L'ÉLYSÉE VEUT VITE CONCRÉTISER
LA « DÉCLARATION D'ALGER POUR UN PARTENARIAT RENOUVELÉ »

Elisabeth Borne aujourd'hui à Alger

Elisabeth Borne sera aujourd'hui en Algérie pour concrétiser la réconciliation scellée par les présidents des deux pays fin août. La Première ministre française sera accompagnée d'une délégation de 16 ministres et de plusieurs chefs d'entreprise pour ce déplacement, lors duquel elle devrait rencontrer le président algérien Abdelmadjid Tebboune, selon Matignon.

Cette visite vise à concrétiser la « Déclaration d'Alger pour un partenariat renouvelé », signée par les présidents français Emmanuel Macron et algérien Abdelmadjid Tebboune le 27 août au terme d'une visite de trois jours du chef de l'Etat français en Algérie. Ce déplacement gouvernemental français de 48 heures est préparé depuis plusieurs semaines par l'Elysée, car au-delà des aspects économiques et politiques traités, il s'agit d'une visite aux enjeux stratégiques tout à fait exceptionnels. Dans la délégation Borne, on trouvera, donc, Bruno Le Maire (Économie), Gérald Darmanin (Intérieur), Catherine Colonna (Affaires étrangères), Olivier Dussopt (Travail), Agnès Pannier-Runacher (Transition énergétique), Pap Ndiaye (Éducation nationale) ou encore Rima Abdul Malak (Culture). Il s'agit aussi de participer à la 5^e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), un format qui



rassemble les gouvernements algérien et français. Il n'a pas

été réuni depuis décembre 2017 (à Paris), notamment du fait de la dégradation de la relation entre les deux pays. Pourtant, aujourd'hui, le coup de froid diplomatique entre la France et l'Algérie, perceptible depuis 2019, semble lointain. Et à peine quelques semaines après la visite officielle du président Emmanuel Macron à Alger, la Première ministre française, Elisabeth Borne, se rend en Algérie plus apaisée. Pour Libération, « la polytechnicienne sera accompagnée d'une importante délégation de seize ministres – à la hauteur du message politique que

la France souhaite envoyer à l'Algérie après une décennie de relations tumultueuses ». La visite de Macron, le 25 août dernier, semble avoir aplani les divergences et lissé les aspérités. Ce qui préfigure déjà ce que seront les relations pour l'avenir, après des décennies de relations passionnelles qui ont nui autant à l'Algérie qu'à la France. Aujourd'hui, le ton est à la mesure et à la realpolitik, la France ayant compris, dans ce contexte géopolitique hostile, tous les bénéfices qu'elle pourrait tirer d'une relation apaisée et gagnant-gagnant avec Alger. **I.M.Amine**

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSIDE AUJOURD'HUI UNE RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, présidera aujourd'hui, une réunion extraordinaire du Conseil des ministres consacrée à la présentation et au débat du

projet de loi de finances (PLF) 2023, a indiqué hier, un communiqué de la présidence de la République. « M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera demain, une réunion extraordinaire du Conseil des ministres consacrée à la présentation et au débat du projet de loi de finances 2023 », lit-on dans le communiqué. **Aps**

L'EDITORIAL DE LA REVUE MILITAIRE EL DJEICH :

« Le contexte international actuel est impitoyable pour les faibles »

Les profondes réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ont permis à l'Algérie de construire l'Etat des institutions, aux citoyens de reprendre confiance en les institutions de l'Etat et à la diplomatie algérienne de renouer avec son statut, ainsi que d'impulser un véritable dynamisme économique, affirme la revue "El-Djeïch" dans son dernier numéro. La revue affirme que cette confiance "se renforcera inévitablement avec la mise en place d'institutions qui seront le lien entre le sommet et la base, à l'exemple de l'Observatoire national de la société civile et le Conseil supérieur de la jeunesse, qui contribueront au processus de changement souhaité, y compris les questions ayant trait aux comportements, à la performance, à l'écoute du citoyen, à la gestion des affaires publiques et, par-delà, combler les insuffisances au niveau

du modèle de gestion, rompre avec le manque de rigueur lors de la planification des projets de développement, comme cela se faisait auparavant". Sur le plan économique, la revue met en exergue l'"impact positif" de la stabilité institutionnelle du pays sur la situation économique globale, affirmant que cette stabilité "a permis d'impulser un véritable dynamisme économique et la mise en œuvre de réformes structurelles appropriées, sur des bases modernes, d'autant plus que de nombreux indicateurs confirment que notre pays se redresse économiquement, grâce à la politique rationnelle adoptée". La revue de l'armée relève, en outre, le "retour en force de la diplomatie algérienne" sur la scène internationale, assurant que l'Algérie pourra, ainsi, "peser de tout son poids pour réussir à unifier les rangs arabes lors du Sommet arabe

que l'Algérie accueillera les 1er et 2 novembre 2022". Citant le général d'armée, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, la revue souligne que "le contexte international actuel est impitoyable pour les faibles, et le statut régional et international de notre pays en tant qu'Etat pivot par excellence, sa position stratégique vitale ainsi que la conjoncture difficile que traverse notre environnement régional, sont autant de facteurs qui exigent de nous, plus que jamais, la poursuite du travail inlassable d'édification d'une armée moderne et professionnelle, dotée de hautes compétences, d'une détermination inébranlable et d'une doctrine militaire claire, inspirée de nos valeurs et de nos constantes nationales séculaires, une armée adaptée aux évolutions actuelles sur les plans régional et international". **I.M.Amine**

MISE EN PLACE DE MESURES URGENTES EFFICACES POUR STOPPER LA DÉGRADATION DU POUVOIR D'ACHAT

Pour une révision de la politique salariale

Les organisations des retraités et les syndicats de la Fonction publique et du secteur privé ne cessent depuis plusieurs mois de tirer la sonnette d'alarme en réclamant la mise en place de mesures urgentes efficaces pour stopper la dégradation inquiétante du pouvoir d'achat. La flambée chronique des prix des produits et des services, la stagnation des salaires, l'instabilité des prix du baril de pétrole dont dépend essentiellement l'économie nationale... ont fini par réduire, ces dernières années, le pouvoir d'achat des Algériens comme une peau de chagrin.

Les salaires ont tellement perdu de leur valeur en raison de l'augmentation du coût de la vie et de la valeur du dinar qu'ils ne suffisent plus à couvrir les plus élémentaires des besoins des familles. Les études menées sur les dépenses vitales d'une famille de cinq membres (parents + 3 enfants) ont montré qu'il faudrait au minimum un salaire de 82.000 DA pour assurer les besoins essentiels. Quand on sait que l'écrasante majorité des salariés et retraités algériens touche moins de 40 000 DA par mois, on comprend mieux les conditions extrêmement précaires dans lesquelles évoluent la majorité des ménages. Les syndicats et les organisations des retraités soulèvent actuellement des questions pertinentes sur lesquelles le gouvernement doit se pencher sans attendre ! Car les haineux et les forces anti-nationales, aussi bien ceux se trouvant à l'étranger que ceux tapis ici dans l'ombre, s'activent toujours pour enflammer le front social et pousser les gens à sortir dans la rue. Et tout retard dans la prise en charge des préoccupations des citoyens ne peut que profiter aux forces du désordre qui attendent comme des charognards la chute du pays. Les décisions du Président Tebboune portant sur la révision à la hausse des salaires vont peut-être atténuer de la faiblesse actuelle du niveau des salaires en Algérie et réduire les écarts constatés avec nos voisins. Ces augmentations doivent évidemment être accompagnées par des mesures devant mettre fin au désordre qui s'est emparé du marché et aux réseaux parallèles de l'échange de la devise ! Car sans ces mesures, les augmentations salariales seront vite rattrapées par les hausses qui vont affecter inévitablement, comme d'habitude, les prix des denrées alimentaires et autres produits. Pour tous les experts, tant que l'économie nationale restera dépendante des hydrocarbures, tant que la politique de l'emploi ne sera pas entièrement redynamisée, tant que les spéculateurs continueront à sévir, tant que l'économie parallèle ne sera pas réduite à sa plus simple expression, le pouvoir d'achat des Algériens restera inexorablement faible ! Les augmentations salariales n'auront aucun effet ou très peu, et les ménages auront de moins en moins d'argent et des charges de plus en plus élevées ! **B.B.**

FACE AUX RISQUES MAJEURS

Le gouvernement veut mettre en place une stratégie préventive et opérationnelle

Aïmene Benabderrahmane a rappelé que le gouvernement a pris des mesures anticipatives contre les feux de forêts tout en soulignant l'impérative élaboration de plans spéciaux de prévention en plus de la mise en place de commissions nationales et locales et du renforcement de l'utilisation des drones en matière de lutte contre les feux de forêts



Le gouvernement que dirige M. Aïmene Benabderrahmane travaille à la mise en place d'une stratégie nationale devant permettre de faire face aux risques majeurs et à la prise de mesures proactives en vue de se prémunir contre les feux de forêts. Répondant à des questions posées par des députés sur les risques majeurs dans le cadre du débat autour de la Déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre a en effet affirmé que le gouvernement s'attèle, par le biais de la Délégation

nationale aux risques majeurs, à l'élaboration d'une stratégie nationale étudiée reposant sur la prévention à travers une série de mesures à prendre avant que l'incident ne se produise, outre l'étape d'intervention et de gestion via des plans de secours. Aïmene Benabderrahmane a rappelé que le gouvernement a pris des mesures anticipatives contre les feux de forêts tout en soulignant l'impérative élaboration de plans spéciaux de prévention en plus de la mise en place de commissions nationales et locales et du renforcement de l'utilisation des drones en matière de lutte contre les feux de forêts. Et d'ajouter : Le gouvernement a également ordonné le recours

aux points d'eau, l'ouverture de chemins forestiers au niveau de plusieurs wilayas pour faciliter les opérations d'intervention, la mobilisation des moyens humains et matériels afin de faire face aux feux de forêts, le renforcement de la vigilance et l'organisation de campagnes de sensibilisation en associant les acteurs de la société civile. Quid de l'opération d'acquisition d'avions bombardiers d'eau ? Le Premier ministre a fait état de la finalisation des procédures d'achat de quatre avions bombardiers d'eau d'une capacité de 12.000 litres dont le premier sera reçu en décembre. M. Benabderrahmane a salué tous les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) pour leur

rôle dans l'extinction des incendies enregistrés l'été dernier dans le pays. Par ailleurs, le Premier ministre a répondu aux interrogations de certains intervenants sur l'hécatombe routière au quotidien, soulignant que le gouvernement n'est pas resté de marbre et qu'il n'hésitera pas à prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires, en vue de limiter ce phénomène. En dépit du durcissement des mesures répressives, il n'en demeure pas moins que les rapports élaborés par les services de sécurité font état de plus de 16.000 accidents survenus au cours des huit premiers mois de 2022, faisant 2.400 décès et plus de 21.000 blessés, a-t-il relevé. Face à la

gravité de la situation, le Premier ministre a rappelé qu'une réunion d'un conseil interministériel a été tenue le 10 septembre 2022, lors de laquelle, plusieurs décisions relatives à la révision du système institutionnel de la prévention et sécurité routières ont été prises. Il sera également procédé, poursuit M. Benabderrahmane, à la mise en place d'un cadre juridique qui prévoit la responsabilité des entreprises chargées de la réalisation et de l'aménagement des routes dans les accidents, la criminalisation des actes qui mettent en danger la sécurité et la vie des usagers de la route, ainsi que de la mise en place de règles juridiques qui autorisent la saisie du véhicule à l'origine de l'accident de circulation grave, comme peine complémentaire. De plus, plusieurs décisions ont été prises concernant l'amélioration de la signalisation routière, l'élaboration d'un plan national urgent d'éradication des points noirs, en sus de la réunion de conditions de mise en place d'un dispositif d'enregistrement et de contrôle de la vitesse, en tant que partie intégrante du transport par route des marchandises et des voyageurs, notamment pour les longs trajets.

Youcef S

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, ABDERRACHID TABI L'AFFIRME

« Des groupes organisés à l'origine de la spéculation illicite »

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, jeudi soir, que des groupes organisés œuvrant à la déstabilisation de la société et des institutions de l'Etat, étaient à l'origine du phénomène de la spéculation illicite et de la pénurie de certains produits de large consommation. « Il est incontestablement établi à tous que ces actes (inscrits dans le cadre de la spéculation illicite) sont devenus des crimes organisés commis par des groupes qui veulent déstabiliser la société et les institutions de l'Etat en alimentant le désespoir chez les citoyens et en frappant directement leur pouvoirs d'achat », a déclaré le garde des Sceaux à la Télévision algérienne. Il a indiqué que la spéculation illicite « est passée actuellement à un autre stade qui dépasse la flambée des prix. C'est ce qui se confirme d'après les preuves qui établissent que cette spéculation est désormais un acte organisé visant la déstabilisation directe de l'Etat ». Cet état de fait a conduit à l'annonce faite aujourd'hui sur la « classification des affaires ayant trait à la spéculation illicite dans la case des crimes qui sont traités au niveau du service de lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational », a-t-il souligné. Le ministre de la Justice a rappelé, à ce titre, l'interpellation récente de réseaux de spéculateurs qui s'adonnent à des actes de contrebande sur les frontières ouest et est. Quid des produits qu'on trouve disponibles dans des pays voisins, voire même en France et non pas en Algérie, des produits pourtant subventionnés et protégés par des cadres juridiques réglementaires, s'est interrogé le ministre. « Nous ne voulions pas en arriver

à ce traitement strict, mais les actes de sabotage aux conséquences dangereuses sur le citoyen nous ont poussé à prendre cette mesure », a-t-il fait observer, relevant l'existence de "groupes organisés gênés par le processus adopté pour l'augmentation du pouvoir d'achat du citoyen et la réduction de la facture d'importation (), essayant avec tous les moyens de battre en brèche cette

politique". Le ministre de la Justice a tenu à souligner que l'Etat "agira dans le cadre légal en garantissant toutes les conditions du procès équitable, mais aussi il frappera fort avec une main de fer contre quiconque tenterait de toucher aux vivres des Algériens". Le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger, avait demandé aux parquets locaux de la République, de

soumettre les affaires relatives à la spéculation sur les marchandises et à la hausse injustifiée des prix, en vue de leur traitement au niveau du Service central de lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational, affirmant que "le Parquet requerra des peines durcies et sévères à l'encontre de tout individu impliqué conformément à la loi".

APS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle algérienne y représente l'Afrique

La Cour constitutionnelle algérienne a été plébiscitée, jeudi à Bali (Indonésie), pour représenter l'Afrique au niveau du Bureau de l'Assemblée générale de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle. La Cour constitutionnelle a été plébiscitée à l'unanimité des pays africains à l'issue des travaux de la 5e Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle tenue en Indonésie du 5 au 7 octobre avec pour thème « La justice constitutionnelle et la paix ». Dans une déclaration à la Télévision algérienne, le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj a affirmé que le plébiscite de

l'Algérie pour représenter le Continent africain au niveau du Bureau de l'Assemblée générale de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle se veut « un grand honneur pour le pays et un succès pour la Cour constitutionnelle », relevant que les Africains « ont convenu de cette sélection ». Il s'est dit convaincu que l'Algérie "défendra le droit de développement pour les Africains bien que ce thème n'ait pas été inscrit à l'ordre du jour de la Conférence", rassurant, par ailleurs, que les travaux de la prochaine conférence mondiale sur la justice constitutionnelle se "penchera sur ce sujet". Pour

rappel, M. Belhadj qui participera à cette conférence à l'invitation de son homologue indonésien et secrétaire général de la Conférence, présidera la première séance sur "Les sources et le mandat judiciaire". La Cour constitutionnelle a également participé aux travaux de la réunion conjointe de l'Association asiatique des Cours constitutionnelles et des instances judiciaires africaines, tenue à la veille de la 5e Conférence mondiale coïncidant avec l'anniversaire de la Conférence de Bandung (1955), en tant que deuxième représentant du continent africain. Le président de la Cour constitutionnelle a été

accompagné, lors de cet événement, des deux membres de la Cour constitutionnelle, Mesbah Menas et Abdelwahab Kherief. La 5e Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle regroupe actuellement "119 Cours, Conseils constitutionnels et Cours suprêmes d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie et d'Europe, et constitue une occasion d'échanges de vues et d'expériences entre les différentes instances constitutionnelles du monde dans le domaine de la justice constitutionnelle, en tant qu'élément essentiel de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit.

R. N.

LA QUALITÉ D'UN SYSTÈME ÉDUCATIF SE MESURE À CELLE DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Le ministre de l'Éducation nationale le relève

La qualité de l'enseignement est un élément essentiel de la formation du capital humain. Une éducation de qualité est un élément clé de la stratégie de survie d'un enfant. Aussi est-il très important de faire de l'enseignement un élément essentiel de toute politique.

Et l'enseignant a un rôle essentiel à jouer dans cette politique. Un enseignant doit constamment apprendre, grandir et être un éternel étudiant ! C'est ce dont a parlé en substance le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des enseignants (5 octobre). Le ministre a appelé les enseignants à s'acquitter de leur rôle et à contribuer aux efforts déployés par l'État en vue de promouvoir le système éducatif. Dans une allocution lue en son nom par l'inspecteur général au ministère, Mustapha Benzemrane, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des enseignants (5 octobre), en présence du Conseiller du président de la République chargé des affaires de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, Noureddine Ghouali, et de la famille éducative, le ministre a mis en avant le rôle et la place éminente de l'enseignant dans la société, étant donné que l'évaluation de la qualité d'un système éducatif se mesure à la qualité de l'enseignant dans le développement des esprits et des positions des générations pour qu'elles puissent faire face aux défis. L'enseignant qui enseigne des générations mérite d'être encouragé et soutenu, en reconnaissance de ses efforts pour accomplir ses missions en dépit des conditions sanitaires difficiles induites par le Covid-19, a affirmé le ministre. Le ministre a exprimé sa reconnaissance à tous les enseignants et fonctionnaires du secteur pour les efforts consentis pour assurer le succès de la rentrée scolaire 2022/2023, à la faveur des décisions sages et justes du président de la République visant à "promouvoir le système éducatif national et à améliorer son rendement. A cet effet, il a rappelé l'introduction de la langue anglaise à partir de la 3^e année d'enseignement primaire, le recrutement de plus de 5.000 enseignants contractuels, la création de la filière des arts et autres mesures. Dans ce sens, le

ministre a mis en exergue les efforts que déploient les hautes autorités du pays pour prendre en charge l'enseignant et l'inclure parmi les priorités de la réforme, citant les décisions courageuses et importantes du président de la République, notamment la révision du statut des personnels du secteur, l'implication des syndicats agréés et la révision des salaires des enseignants dès 2023. Il a fait état de l'affectation, en 2022, de 36.000 postes budgétaires aux travailleurs du secteur pour leur promotion au grade de professeur principal et de professeur formateur dans les trois cycles d'enseignement. Le travail est en cours avec l'ensemble des partenaires sociaux pour examiner et débattre du statut des personnels du secteur de l'éducation, à travers la tenue d'assises avec les différents syndicats agréés, a-t-il fait savoir, mettant en avant le rôle



des syndicats et des associations des parents d'élèves en tant que "force de proposition" à même de garantir la stabilité

du système éducatif. Il a souligné également la nécessité d'investir dans le savoir, à travers une Ecole de qualité qui néces-

site des professeurs compétents répondant aux normes scientifiques internationales.

Y. B.

AMÉLIORATION DU SYSTÈME SANITAIRE ET DE LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

LE GOUVERNEMENT SEMBLE DÉTERMINÉ À OPÉRER « UNE RÉFORME GLOBALE »

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, jeudi à Alger, la détermination de l'État à développer les secteurs de la Santé et de l'Éducation en procédant à des "réformes globales" du système sanitaire et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Répondant aux questions et préoccupations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors du débat autour de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, M. Benabderrahmane a affirmé que l'amélioration des services sanitaires était "une préoccupation majeure du Gouvernement qui a entamé une révision totale du système de santé à travers l'introduction d'une réforme profonde et globale basée essentiellement sur la révision de la cartographie sanitaire conformément à de nouvelles normes permettant de s'assurer de la qualité des

prestations, de la dignité des patients et du bon accueil au niveau des services de santé". Pour ce faire, rappelle le Premier ministre, le secteur de la Santé a bénéficié d'une levée de gel sur la totalité des projets, annonçant la réception, en novembre, de 43 structures de santé publique dans les différentes wilayas du pays. Des affectations dépassant les 4,5 mds DA ont été débloquées pour l'équipement des établissements hospitaliers, a-t-il relevé. Dans le même sillage, le Premier ministre a indiqué que les établissements de santé ont été dotés de médecins spécialistes, par l'affectation, cette année, de plus de 2.500 spécialistes dans le cadre du service civil, dont 364 médecins vers les régions du Sud avant la mise en place d'un plan d'action pour les inciter à travailler dans les wilayas du Sud tout en leur assurant des logements. Dans le même contexte, le Premier ministre a salué les efforts du corps médical et paramédical durant la crise sanitaire relative à la pandémie de Covid-19. En réponse aux préoccupations relatives à la rareté et l'instabilité enregistrées dans la disponibilité de certains médicaments, le Premier ministre a affirmé que "ces déséquilibres sont en train d'être rattrapés à travers des instructions strictes que nous avons données aux différents secteurs, directement concernés par cette situation". Quant à la radiothérapie des patients atteints de cancer, M. Benabderrahmane a

affirmé que le gouvernement s'attellait à "rendre accessibles les moyens nécessaires afin de garantir l'équipement des services de radiothérapie, leur maintenance en plus de la disponibilité des médicaments nécessaires", ajoutant que "des procédures urgentes seront prises à l'instar de l'exécution immédiate du programme d'achat des équipements médicaux de haute précision et nombre d'accélérateurs, suffisants pour répondre aux demandes nationales dans le domaine de la radiothérapie, et ce, avant la fin de l'année en cours".

Par ailleurs, dans le secteur de l'Éducation, le Premier ministre a réaffirmé la poursuite des efforts visant à améliorer la qualité de l'éducation, de l'enseignement et de l'encadrement, notamment à travers l'éradication de la surcharge. A propos des cantines, le Premier ministre a indiqué que plus de 92% des écoles proposaient les cantines depuis la rentrée scolaire, notant une "possibilité de revoir à la hausse ce pourcentage dans les jours à venir, avec la réception de nouvelles cantines". Il a également ajouté que le gouvernement "met tout en œuvre pour mobiliser un nombre suffisant de bus de transport scolaire, avec une priorité pour les régions isolées", rappelant que 6.712 écoles primaires avaient déjà bénéficié de ce service.

R.N.

ALGÉRIE-UGANDA : DEUX CONVENTIONS SIGNÉES

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et le ministre d'État ougandais aux Affaires étrangères en charge de la Coopération régionale, John Mulimba, ont signé jeudi deux conventions bilatérales pour le renforcement de la coopération

diplomatique entre les deux pays. Il s'agit d'une convention sur l'exemption mutuelle de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de mission et d'un mémorandum d'entente sur la concertation politique entre l'Algérie et

l'Ouganda, a précisé le communiqué des AE. La signature de ces conventions s'inscrit dans le cadre de « la consolidation de la dynamique positive que connaissent les relations fraternelles et de coopération entre les deux pays et

du renforcement de leur engagement commun en faveur des questions du continent africain et des pays en développement en général », a ajouté la même source.

R.N.

DÉCÈS DU DG DES RELATIONS MULTILATÉRALES AU MAE La diplomatie algérienne perd « un de ses plus brillants cadres »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a rendu hommage, hier, au

directeur général des relations multilatérales au ministère de tutelle, Said Khelifi, rappelé à son Créateur. Lamamra a souligné que « la diplomatie

algérienne a perdu un de ses plus brillants cadres », relevant que « Khelifi a consacré sa vie au service de notre cher pays avec sérieux,

sincérité et dévouement ». Il a présenté ses condoléances à la famille du défunt, à la mémoire duquel il s'est recueilli.

R.N.

LE PREMIER MINISTRE LE SOULIGNE :

L'Algérie aurait pu « construire dix usines d'assemblage de voitures »

En 2014, la facture des importations de voitures de l'Algérie était de l'ordre de 5,7 milliards de dollars. Cette baisse par rapport à 2012 et 2013, a expliqué le Premier ministre, est liée au début de la crise économique dans le pays après la chute des prix du pétrole, et non pas à la régulation des importations...

Dans ses réponses aux questions posées par les députés, le Premier ministre a évoqué, jeudi, le dossier de l'importation de voitures. M. Benabderrahmane a indiqué que les factures d'importations de voitures enregistrées entre 2012 et 2013 se sont établies respectivement à 7,6 et 7,3 milliards de dollars. « Je vous laisse imaginer le taux que représentent le gonflement de factures et les sommes injustifiées », a-t-il déclaré. Avec ces sommes, l'Algérie aurait pu « construire dix usines d'assemblage de voitures », a-t-il ajouté. En 2014, la facture des importations de voitures de l'Algérie était de l'ordre de 5,7 milliards de dollars. Cette baisse par rapport à 2012 et 2013, a expliqué le Premier ministre, est liée au début de la crise économique dans le pays après la chute des prix du pétrole, et non pas à la régulation des importations. « Ils importaient des voitures à 4.000 dollars et les vendaient en Algérie à 14 000 dollars », a asséné M. Benabderrahmane,



avant d'assurer que le gouvernement allait mettre fin à ces pratiques. Aimene Benabderrahmane s'est félicité d'avoir un « Parlement propre », qui partage les mêmes convictions et

principes que le gouvernement, ajoutant que cette vision commune est indispensable pour atteindre les buts tracés par les autorités. Le Premier ministre a enchaîné que « nous devons

agir pour que cela ne se reproduise plus. » « Mais pour cela, il faudra être ferme », a-t-il dit, en promettant des mesures qui mettront un terme à la crise automobile en Algérie. Sans se

prononcer sur le retour à l'importation des véhicules, le Premier ministre a parlé de la relance du projet de création des usines de montage de voitures en Algérie. « Il va sans dire qu'il faut encourager les constructeurs de voitures à investir dans notre pays », a-t-il déclaré. « En échange de tous les avantages accordés aux constructeurs étrangers qui voudront investir en Algérie, ces derniers devront travailler en partenariat avec les entreprises algériennes, notamment en incluant les pièces fabriquées localement dans leur processus de production ». Benabderrahmane termine sur une note d'espoir, en assurant que les négociations avec ces entreprises étaient à un stade avancé et devraient aboutir d'ici le mois de novembre. « Nous allons mettre en place une vraie production de voitures qui va profiter à l'économie du pays et créer des postes d'emploi », a conclu le Premier ministre.

Y. B.

AÏMENE BENABDERRAHMANE LE MET EN LUMIÈRE :

L'Algérie « a surmonté une conjoncture financière difficile »

L'Algérie a réussi, grâce aux orientations judicieuses du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et à la volonté des hommes dévoués, à surmonter une conjoncture difficile qui a pesé sur les finances publiques de l'Etat ces dernières années, a affirmé, jeudi soir à Alger, le Premier ministre, Aimene Benabderrahmane. Répondant aux questions et préoccupations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant la Déclaration de politique générale du Gouvernement, M. Benabderrahmane a souligné que "l'Algérie a pu surmonter une conjoncture difficile qui a pesé sur les finances publiques de l'Etat grâce aux orientations judicieuses du Président de la République et à la volonté des hommes dévoués". Il a cité, dans ce cadre, le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) qui a salué les mesures prises par le Gouvernement ces deux dernières années dans l'objectif de relancer la dynamique de l'activité économique. Cette dernière a enregistré, en 2021, un taux de croissance de 4,7% portant ainsi la croissance du Produit intérieur brut (PIB) à 3,5% après une stagnation en 2020 et un recul de -5,1%. Evoquant les efforts de modernisation du secteur bancaire, le Premier ministre a rappelé les facilitations décidées à l'effet d'accélérer le traitement des dossiers de crédit, ce qui a permis une réduction qualitative de ces délais. Abordant le développement du paiement électronique, M. Benabderrahmane a fait observer que le nombre de transactions commerciales opérées jusqu'en août 2022, a avoisiné les 6 millions d'opérations pour un montant total de 11 milliards de DA. Le nombre de terminaux de paiement électronique (TPE) s'est élevé, fin août 2022, à plus de 40.500, avec un total de 1.752.000 opérations commer-

ciales et un montant global de 13 milliards de DA. Concernant la création de la banque de l'habitat, il a souligné que "ce projet est en cours de réalisation suivant un plan précis qui se répartit en plusieurs étapes, dont notamment l'élaboration des Statuts de la nouvelle banque et la préparation du dossier d'autorisation de création à déposer auprès de la Banque d'Algérie", ajoutant qu'il "est prévu de parachever ce projet fin 2022". Le Premier ministre a également évoqué dans son intervention, la réforme du système fiscal, indiquant que plusieurs réformes ont été introduites, notamment sur les impôts directs et les taxes assimilées, à travers l'introduction de "la globalité de l'imposition fondée sur le revenu global", avec élargissement de l'assiette fiscale y afférant. Selon les chiffres fournis par le Premier ministre, le nombre des déclarations faites via le système Jibayatic, au cours du 1er semestre de l'année en cours, s'est élevé à 749.520 déclarations, soit en hausse de 30 %, comparativement à la même période de l'année 2021. Par ailleurs, le Premier ministre a affirmé que l'Etat "a récupéré tous les biens des individus impliqués dans des affaires de corruption", relevant à ce propos, que la quote-part détenue par un privé dans la société spécialisée dans les engrais "FERTIAL" et dont le taux a été estimé à 17%, a été récupérée en entier à travers la société ASMIDAL. Evoquant le secteur de l'agriculture et le soutien de ses opérateurs, il a indiqué que les engrais ont été subventionnés lors du lancement de la saison agricole actuelle notamment la campagne labours-semences, en augmentant le pourcentage de subvention des engrais du budget de l'Etat de 20% à 50%, permettant une baisse considérable de leurs prix. Quant aux semences, l'Etat a enta-

mé la mise en place d'un programme en vue de réduire progressivement les quantités importées afin d'atteindre l'autosuffisance.

Air Algérie : les coûts de vols à partir de l'étranger à l'étude

Le Premier ministre a indiqué que des efforts étaient en cours pour la création d'une "banque de gènes", qui sera un véritable acquis pour la réalisation de notre autosuffisance et notre sécurité alimentaire, notamment pour la filière céréalière. "La priorité sera donnée au lancement de projets de réalisation de silos de stockage de céréales à partir de décembre prochain", a-t-il fait savoir. Le secteur agricole a bénéficié, dans le cadre du budget d'équipement au titre de 2021 et 2022, d'un montant de 130,6 milliards de DA sous forme de subventions pour le développement de l'investissement agricole et la régulation de la production agricole, ainsi qu'en faveur des projets structurels. Jusqu'au 30 juin 2022, les fonds accordés par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), destinés exclusivement aux petits et moyens agriculteurs, hors intérêts dans le cadre du crédit d'exploitation R'fig, ont atteint 205 milliards de DA couvrant 182.766 dossiers approuvés. Faisant état du financement, au cours de la saison 2021-2022 et pour la première fois, de 494 agriculteurs pour la culture du colza à hauteur de 253 millions de DA, le Premier ministre a précisé qu'en ce qui concerne les crédits d'investissement (Ettahadi), 8.579 dossiers ont été étudiés, ce qui a permis l'octroi de 54 milliards de DA destinés essentiellement aux filières de l'élevage ovin et avicole, au stockage en chambres froides, à la culture céréalière et à l'élevage bovin. Afin de permettre à l'Office

algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) de procéder à la récolte, les financements bancaires dégagés se sont élevés à 128 milliards de DA en 2022 contre 59,5 milliards de DA en 2021, a-t-il fait savoir. Passant en revue les mesures de régulation de la filière des viandes et de la pommes de terre, le Premier ministre a précisé qu'un nouveau mode a été adopté pour renforcer les capacités de production, y compris la mise en place d'un programme de culture de la pomme de terre au niveau des fermes pilotes. Pour constituer un stock de pomme de terre, la société publique "FRIGOMEDIT" a lancé une opération pour le stockage de 60.000 tonnes lors de la période de soudure (octobre à novembre), un chiffre appelé à augmenter à 100.000 tonnes. Après 7 ans de rupture, il a été procédé à la réactivation du nouveau système en 2022 et à la réorganisation des opérations de contrôle avec la participation des autorités locales. Par ailleurs, le Premier ministre a évoqué la question de facilitation d'accès aux services de transport et de l'amélioration de sa qualité en exemptant les billets d'avions pour les voyageurs de et vers le grand sud, de la TVA outre le renforcement du nombre de vols vers l'Europe et l'Afrique. Aussi, la compagnie d'Air Algérie s'attèle à l'étude des coûts de vols à partir de l'étranger en fonction du système de gestion des recettes, adopté à l'étranger, en vue de proposer des tarifs diversifiés devant prendre en compte les préoccupations de la communauté nationale à l'étranger, selon le Premier ministre qui a insisté sur la qualité des prestations de transport, tous types confondus, soulignant que l'investissement dans le domaine de transport aérien et maritime "n'a jamais été fermé".

APS

BÉNI-ABBÈS

Les cérémonies du Mawlid Ennabaoui drainent des milliers de visiteurs

Des milliers de participants, touristes et visiteurs, prennent part depuis ce vendredi à Béni-Abbès aux cérémonies religieuses et culturelles, célébrant dans la pure tradition, le Mawlid Ennabaoui (anniversaire de la naissance du Prophète Mohammed (QSSSL), fêté cette année le 8 octobre courant.

Issues des wilayas du sud-ouest du pays et des autres régions du Nord, les visiteurs animent et prennent part à cette célébration annuelle, devenue au fil du temps une des fêtes religieuses et culturelles phares dans la Saoura, s'accordent à dire des responsables de plusieurs associations organisatrices de cette célébration. C'est la cérémonie de la "Feziaa", l'une des plus prisées de cette célébration qui draine des milliers de personnes à la grande place de Béni-Abbès, en l'occurrence place de la République connue localement sous l'appellation de "Mesria". Lancée le vendredi après la prière d'El Asr et ce, en présence des autorités de la wilaya et des invités de marque, par la lecture de la "Fatiha" du Saint Coran, cette cérémonie traditionnelle et séculaire, se veut un spectacle haut en couleur ou des centaines de troupes de S'hab El Baroud, issues des différentes régions et localités du Sud-ouest du pays, se donnent la réplique dans une ambiance de musique et de danse traditionnelle. En marge de cette cérémonie, des activités culturelles et religieuses sont organisées par la wilaya de Béni-Abbès à travers la direction locale des affaires religieuses et des wakfs avec la contribution de plusieurs autres secteurs, notamment des concours de récitation du Coran, des manifestations culturelles, en plus de cérémonies de circoncision d'enfants à l'occasion de cette célébration, selon les services de la wilaya.

La célébration du Mawlid Ennabaoui draine les visiteurs, affirme le directeur local du tourisme et de l'artisanat M. Abdelkrim Moussaoui.

"Nos structures hôtelières publiques à l'instar de l'hôtel +Rym+, qui compte 120 chambres affichent complet depuis plusieurs jours, comme c'est le cas pour l'hôtel privé +Erg+, dont les 19 chambres sont réservées et mises à la disposition des touristes et autres visiteurs ayant choisi de prendre part à cette célébration", a-t-il signalé.

RÉPONDANT AUX NORMES EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT

"Cependant et pour offrir plus de capacités d'hébergement, nous avons encouragé et soutenu à cette occasion la formule logement chez l'habitant, à travers dix (10) opérateurs locaux, que nous accompagnons durant toute la durée de la célébration du Mawlid Ennabaoui qui s'étale sur sept (7) jours", a expliqué M. Moussaoui.

"Nous avons aussi fait appel à plusieurs autres opérateurs locaux et nationaux pour la mise en place de Kheimas, répondant aux normes en matière d'hébergement et de sécurité dans les zones sahariennes, pour satisfaire la demande exprimée par plusieurs agences de voyages et de tourisme nationales", a-t-il soutenu.

La célébration, dans la pure tradition du Mawlid Ennabaoui à Béni-Abbès, dont les origines remontent à plusieurs siècles, est marquée par des rituels spécifiques, et originaux dont la première étape est le badigeonnage à la chaux des mausolées et autres lieux de culte, en hommage aux saints patrons de cette région du Sud-Ouest, à l'instar du fondateur de la ville, Sidi Ottmane Gherib.

Des séances quotidiennes (durant 7 jours) de récitation du saint Coran et de



dhikr sont prévues dans les mosquées et écoles coraniques, en plus de l'hospitalité légendaire des habitants de la région, désireux de partager les traditions de cette célébration avec les touristes et

visiteurs, ont permis à cette célébration "un vif succès populaire", ont fait savoir des chercheurs en patrimoine et des responsables locaux d'associations à l'instar de celle du "Sarj El Mounir", l'une des

plus anciennes associations à contribuer à l'organisation de la célébration de l'une des fêtes religieuses chères aux habitants des régions du sud-ouest du pays.

R. R.

ORAN

Le tourisme à El Bahia acquiert une renommée mondiale

Oran a réalisé, au fil des années, de nombreux acquis dans le domaine du tourisme, à la lumière d'indicateurs positifs qui prédisent plus de réalisations dans ce secteur, transformé en une industrie commercialisant une destination devenue mondialement recherchée dans un marché largement dominé par la concurrence. La capitale de l'ouest du pays a su relever le défi de développer le secteur et de devenir une zone attractive pour les touristes locaux et étrangers, grâce à la politique de l'Etat visant à offrir un climat propice aux investissements et à l'élaboration du plan directeur de l'aménagement touristique à l'horizon 2030, qui s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de l'aménagement du territoire et d'ouverture au monde virtuel et à la numérisation.

Grâce à ses potentialités touristiques, historiques et culturelles, Oran qui, dans les premières années de l'indépendance disposait de quelques structures d'accueil anciennes, a pu se tourner résolument vers une nouvelle conception du tourisme, au fur et à mesure que la wilaya

se développait, disposant ainsi d'un marché touristique avec de nouveaux modèles, ce qui en fait une destination tout au long de l'année, attirant les touristes qui admirent la beauté de cette ville surplombant la mer Méditerranée.

A titre indicatif, la ville d'Oran a accueilli, en septembre dernier, plus de 500 touristes étrangers, pour la plupart de nationalité américaine, qui sont venus à bord des deux navires de croisière "Silver Cloud" et "The World", où des circuits à travers plus de 20 itinéraires touristiques leur ont permis de découvrir, pour la première fois, la destination Algérie en général et Oran en particulier.

Quelque soient les choix, le visiteur trouve son bonheur à Oran où le tourisme balnéaire occupe la première place dans les destinations d'attractions touristiques et considéré comme le produit touristique le plus prospère, comptant 35 belles plages, s'étendant sur 120 km, réparties sur neuf communes dont 12 plages dans la commune d'Aïn El-Turck, regroupant 63 établissements hôteliers offrant divers services et équipés de

moyens de distraction, situés en majorité sur la corniche oranaise, le joyau de la côte de la wilaya.

Grâce à cette bande côtière, Oran est devenue pionnière dans le domaine du tourisme médical, puisqu'il existe actuellement deux centres de thalassothérapie dans la daïra d'Aïn El-Turck, un dans le complexe touristique "Les Andalouses" relevant du secteur public et le second dans le complexe touristique "New Beach" qui est un investissement privé. Ces deux centres de thalassothérapie seront renforcés par une troisième installation privée, la plus grande du pays, qui sera réalisée dans la commune de Mers El Hadjadjet et sera prête au cours du premier trimestre 2023, a indiqué à l'APS le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Belabbes Belkaïm Omar.

Oran développe également un nouveau modèle touristique, représenté par le "tourisme chez les familles", où certains habitants des zones côtières ont recours à la location de leur logement ou de chambres à des estivants venus de tous bords. La ville, au caractère urbain

distingué et pôle économique par excellence, offre aussi un environnement propice au tourisme d'affaires, en accueillant de nombreux forums, séminaires, manifestations, ateliers, salons économiques nationaux et internationaux, qui attirent des milliers de professionnels dans diverses disciplines.

Ses sept forêts récréatives d'une superficie totale de 225 hectares sont également une destination de choix pour les visiteurs, où les associations organisent périodiquement des campings familiaux, des randonnées pédestres et des courses de vélo en utilisant des moyens respectueux de l'environnement. Ces modèles touristiques sont venus promouvoir le tourisme culturel, qui est l'épine dorsale du marché touristique d'Oran, d'autant qu'il regorge de sites archéologiques et historiques divers, de mosquées et de zaouias anciennes, ainsi que d'événements sociaux, tels que waâdate dont celles "Sidi El-Hasni" et de "Lalla Halima", et d'autres manifestations qui attirent beaucoup de touristes.

APS

VISITE EN ALGÉRIE DE LA PREMIÈRE MINISTRE

QUELLES PERSPECTIVES POUR DYNAMISER LA COOPÉRATION



PAR ABDERRAHMANE
MEBTOUL
Professeur des universités,
expert international,
docteur d'Etat 1974-

La Première ministre française accompagnée de pas moins de 16 ministres effectuera une visite en Algérie les 09 et 10 octobre 2022 pour co-présider avec son homologue algérien la 5^e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), une réunion qui rassemble les gouvernements algérien et français, le CIHN n'ayant pas été tenu depuis décembre 2017 (à Paris, France)

Cela entre dans le prolongement de la signature de la Déclaration d'Alger, signée par le président algérien et le président français, le 27 août 2022, pour un partenariat renouvelé.



C

ette visite selon nos informations abordera surtout la coopération économique et le volet socioculturel, puisque le dossier mémorial auquel tient l'Al-

gérie est étudié à un niveau plus élevé entre les dirigeants des deux pays. L'Algérie et la France ont décidé de créer une commission conjointe d'historiens français et algériens « chargée de travailler sur l'ensemble de leurs archives de la période coloniale et de la guerre d'indépendance sur une base scientifique qui verra l'ouverture et la restitution des

archives, des biens et des restes mortuaires des résistants algériens, ainsi que celles des essais nucléaires et des disparus, dans le respect de toutes les mémoires.

1.-Les échanges entre l'Algérie et la France sont en nette diminution et donc loin des potentialités. En 2020, la France était le 2^e client de l'Algérie (13% du total), derrière l'Italie

(15%) et devant l'Espagne (10%) et la Chine était le 1^{er} fournisseur de l'Algérie (avec une part de marché de 17%), suivie par la France (10%) et l'Italie (7%) ; Pour le premier trimestre 2022, selon le trésor français dans sa note numéro 108- mai juin 2022, les échanges commerciaux algéro-français ont progressé de 17 %, à 2,1 milliards d'euros Cette hausse s'explique largement par l'augmentation, en valeur, des achats français d'Algérie, portant sur 1,3 milliard d'euros, soit une hausse de 62 % par rapport au premier trimestre 2021. Selon les mêmes données, les importations françaises de biens algériens restent composées à 88 % d'hydrocarbures. La tendance résulte donc d'une hausse de 87% (à 986 millions d'euros) des importations françaises d'hydrocarbures algériens, principalement portée par l'effet prix. Au premier trimestre 2022, les ventes en France de pétrole algérien progressent ainsi de 46 %, s'élevant à 507 millions d'euros, et celles de gaz naturel augmentent de 168 %, à 482 millions d'euros. Les exportations françaises vers l'Algérie, pour leur part, ont reculé de 19 % durant le premier trimestre 2022, par rapport au premier trimestre 2021, et atteignent 807 millions d'euros. Les principaux postes d'exportations françaises vers l'Algérie sont en recul. C'est en particulier le cas des produits agricoles (-58 % à 87 millions d'euros), équipements mécaniques (-26 % à 174 millions d'euros) et des matériels de transport (-9 % à 170 millions d'euros), mais deux postes d'exportations se sont maintenus ou ont progressé durant le premier trimestre 2022 : les ventes d'autres produits chimiques (+64 %, à 45 millions d'euros) et de matières plastiques (+29 % à 31 millions d'euros). Selon ce rapport, ce déséquilibre des échanges au premier trimestre 2022, se traduit par une dégradation du solde commercial de la France avec l'Algérie, qui passe d'un excédent de 156 millions d'euros au premier trimestre 2021, à un déficit de 519 millions d'euros au premier trimestre 2022.

2.-L' on ne doit ja dans la pratique d pas de fraternité. L'Algérie doit privi ses intérêts, comm France où d'autre p teurs - qu'ils soient chinois, russes, fr cains - sont mus gain, et iront là sociopolitiques et s sont mineures, leu réaliser le profit ma vité du marché alg avantages compar proximité géograph potentiels d'Europ Moyen-Orient ; la intérieur étant esti millions de conse richesses naturelles ressources humain ment extérieur infé de dollars ; des rés de 44 milliards de 2021,et qui devra ment les 50 millia 2022. N'oublions p résidents d'origine monde, recéant d'i tialités intellectue et financières. La p tions entre l'Algérie té émigrée doit n stades d'intervent l'ensemble des par savoir le gouverne diplomatiques, les entrepreneurs et (Voir Pr A. Mebtoul ment de sa confère lement européen à axes de la coopérat reb », IFRI, décemb rence sur ce mém 2021, à l'invitation européenne, à Alge 3. Lors de la décl France et l'Algérie renforcer leur coop rité sur les secte numérique, les mét l'agriculture et le t domaine de l'éner développer la coo domaine des hyd tionnels, Sonatrach la France, et dans programme de re tion technologique et le traiteme ge traditionnels, da l'Algérie présente c tages comparatifs, et la pétrochimie. L nant de construire nucléaires à des comme cela a été se par le gouverneme vaste programme des énergies ren assurer horizon 20 % de la consomma des interconnexion vers l'Europe, ain per l'hydrogène éni possibilités de coo être envisagés. Dans le domaine également d'intens ment de la rech nombre de semeur la coopération entr de France et l'Insti rie pour favoriser chercheurs et mét programmes de rec Comme cela a été p

PRE FRANÇAISE LES 09-10 OCTOBRE 2022 :

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE ?

ne jamais oublier que les affaires, il n'y a ni de sentiments. L'Algérie est dirigée uniquement par la logique du profit, c'est le cas de la plupart des pays, car les opérateurs algériens, arabes, algériens, français ou américains, sont guidés par la logique du profit, où les contraintes socio-économiques sont secondaires. L'objectif étant de maximiser le profit. L'attractivité algérienne découle des avantages suivants : la taille du marché algérien, d'Afrique et du Moyen-Orient, la taille du marché algérien estimée à plus de 45 millions de consommateurs ; des ressources importantes ; des réserves de change supérieures à 6 milliards de dollars à la fin de l'année ; un déficit dépassant largement les réserves de dollars fin 2021 ; pas le nombre de diplômés algériens dans les domaines importants potentiels, économiques et promotion des relations et sa communauté ; mobiliser à diversifier l'initiative de coopération concernées, à travers les missions universitaires, les universités, les associations de la société civile. Dans le prolongement de la conférence de Bruxelles, « les relations Europe/Maghreb 2011, et conférence sur le thème en juin 2011 de la commission européenne ».

La coopération d'Alger, la France et l'Algérie ont convenu de la coopération en « priorités d'avenir : le tourisme, la santé, le tourisme. Dans le cadre de la coopération dans le secteur des carburants traditionnels approvisionnant le pays, lancer un programme de recherche d'innovation sur la récupération du gaz de torchage des dérivés où les importants avancés comme les engrais et les produits chimiques. L'Algérie ambitionne de développer des mini centrales à énergie renouvelable à fins pacifiques et environnementales, et projetant un programme de développement durable pour les énergies renouvelables pour 2030, environ 40% de production intérieure et 60% pour exporter l'énergie, ainsi que de développer l'énergie du futur, des technologies de pointe peuvent être développées.

Le développement médical, il s'agira de développer la recherche dans les domaines de la santé, comme celle de l'Institut Pasteur d'Algérie et de l'Institut Pasteur de France, les mobilités de la population en œuvre des programmes de recherche conjoints. Cette visite vise à concrétiser la



La coopération d'Alger devrait être abordé le volet des visas (la libre circulation des personnes) afin de favoriser notamment la mise en œuvre d'affaires tenant certes des contraintes de l'immigration illégale, ainsi que la protection de notre émigration, ainsi que d'un nouveau pacte pour la jeunesse, portant sur l'ensemble de ses dimensions et se traduisant par la mise en œuvre de projets concrets, dont la « création d'un incubateur de start-ups en Algérie et « l'appui à des projets d'investissement, initiés notamment par les PME, à travers le Fonds qui a été décidé lors de la visite du président française de 100 millions d'euros pour les entrepreneurs issus de la diaspora maghrébine ».

4. L'on ne doit pas pour consolider les relations économiques s'occuper le devoir de mémoire et le facteur sécuritaire, où dans plusieurs rapports entre 2018 et 2022, les autorités tant américaines que européennes, russes et chinoises, ont tenu à souligner qu'avec les tensions observées dans

la région, l'Algérie contribue à la stabilisation de son voisinage immédiat, notamment au Sahel, et demeure un acteur clé au niveau de la région méditerranéenne et africaine.

L'instabilité de la région a un effet négatif sur toute l'Europe – dont la France – et renvoie d'ailleurs à l'urgence d'une nouvelle architecture des relations internationales fondée sur le co-développement.

C'est dans ce cadre qu'ont eu lieu la rencontre entre les différents services de sécurité algériens et français rencontre présidée par les deux chefs d'État, ainsi que la rencontre au ministère de la défense nationale entre le chef d'état-major de l'ANP et le ministre français de la défense, en présence de différents responsables, rencontres médiatisées dans la plus totale transparence où selon l'agence de presse algérienne APS, reprenant une note du MDN, « cette visite constitue une étape charnière du processus de compréhension mutuelle entre les deux parties, insufflée par la

volonté politique des Présidents des deux pays ». Comme l'Algérie est un acteur stratégique pour l'Europe dans son approvisionnement énergétique 11 %, et peut doubler ses capacités à l'horizon 2025-2027 sous réserve à la fois d'un afflux important des IDE et d'un changement du modèle de consommation énergétique en Algérie du fait de la forte consommation intérieure renvoyant au développement des énergies renouvelables et d'une nouvelle politique des subventions de l'énergie. Espérons que cette visite permettra de promouvoir la sécurité et le développement, de faire du bassin méditerranéen un lac de paix et de prospérité, cette mer qui, depuis trois mille ans, a vu la naissance de grandes civilisations, religions, cultures et traditions. Aujourd'hui, le monde subit une profonde reconfiguration géostratégique avec les derniers événements couplés au réchauffement climatique où rien ne sera plus jamais comme avant. Comme je l'ai fortement souligné lors du som-

met de la société civile, qui est au centre de la coopération euro-méditerranéenne et euro-africaine, tenu à Marseille le 24 juin 2019 – où j'ai présidé la délégation algérienne et donné une conférence sur les enjeux géostratégiques en Méditerranée en présence du président Emmanuel Macron, en tant que président de la commission transition énergétique des 5+5+Allemagne, qui a réuni les ministres des Affaires étrangères, dont l'Algérie, le FMI, la Banque mondiale et les représentants de la Commission européenne –, il s'agit de préparer l'avenir par le respect mutuel afin de contribuer à la stabilité régionale et au co-développement. C'est que l'ère des confrontations n'a eu cours que parce que les extrémismes ont prévalu dans un environnement fait de suspicion et d'exclusion. Connaître l'autre, c'est aller vers lui, c'est le comprendre, mieux le connaître et non lui imposer un schéma social contraire à ses valeurs.

ademmebtoul@gmail.com

Elisabeth Borne à Alger pour concrétiser la réconciliation franco-algérienne

Elisabeth Borne et une délégation de ministres se rendront en Algérie dimanche pour parler jeunesse et coopération économique. Elisabeth Borne se rend en Algérie dimanche et lundi pour concrétiser la réconciliation scellée par les présidents des deux pays fin août. Elle sera accompagnée d'une délégation de 16 ministres et de plusieurs chefs d'entreprise pour ce déplacement, lors duquel elle devrait rencontrer le président algérien Abdelmadjid Tebboune, selon Matignon.

Cette visite vise à concrétiser la

« Déclaration d'Alger pour un partenariat renouvelé », signée par les présidents français Emmanuel Macron et algérien Abdelmadjid Tebboune le 27 août au terme d'une visite de trois jours du chef de l'Etat français en Algérie. Elisabeth Borne sera ainsi sur place pour évoquer essentiellement la jeunesse et la coopération économique.

«EMMANUEL MACRON A DÉBLAYÉ LE CHEMIN»

La question d'une augmentation des livraisons de gaz algérien à la France,

dans le contexte de la raréfaction du gaz russe en Europe, ne sera « pas à l'ordre du jour » de la visite, selon Matignon. Le sujet sensible de la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie sera également laissé de côté. La commission d'historiens algériens et français qui doit être installée pour examiner « sans tabou » les archives des deux pays, « est encore en cours de constitution », selon Matignon. « Emmanuel Macron a déblayé le chemin et le temps est propice à ce genre de coopération. Aujourd'hui, on est à un

tournant de la relation, on a besoin d'une certaine durabilité », analyse Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Ceram) à Genève, pour l'AFP. « Le pari du président français est de gagner la confiance des Algériens en avançant dans des dossiers qui ne constituent pas de grandes difficultés pour les deux parties pour finalement s'attacher aux sujets difficiles, comme la question migratoire », ajoute le chercheur

In 20minutes.fr

SOLDATS IVOIRIENS DÉTENUS AU MALI

«Très rapidement, nous aurons un heureux aboutissement», assure Ouattara

Le chef de l'État ivoirien Alassane Ouattara a indiqué, vendredi, à Abidjan, que les « choses évoluent bien » dans les négociations pour la libération des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali, se montrant confiant à ce sujet.

Alassane Ouattara s'exprimait au cours d'un point de presse qu'il a animé, après un entretien avec son homologue bissau-guinéen, Général Umaro El Mokhtar Sissoco Embalo, en visite d'amitié et de travail en Côte d'Ivoire.

- Selon le président ivoirien, les négociations pour la libération des 46 soldats ivoiriens détenus



au Mali «évoluent bien» Concrètement « les soldats ivoiriens au Mali, les choses évoluent bien.

J'ai eu la visite du président togolais Faure Gnassingbé, facilitateur et médiateur, hier, pour

m'informer de l'avancée des choses. Et nous pensons que très rapidement, nous aurons

sans doute un heureux aboutissement », a déclaré Alassane Ouattara.

Et le dirigeant ivoirien d'ajouter : « Le président Embalo nous fait l'honneur de venir pour que nous puissions échanger sur la situation dans la sous-région. Notre sous-région a de grandes difficultés en ce moment, que ce soit pour le Burkina récemment, le Mali comme la Guinée. J'ai profité de l'occasion pour indiquer au président notre souhait d'avoir de bonnes relations avec tous nos voisins et de tout faire pour qu'il y ait la paix et la sécurité dans la sous-région, ainsi que notre volonté de contribuer à l'apaisement de la situation dans nos différents pays (...) Évidemment ce n'est pas chose facile mais nous y travaillons ». Le président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) Umaro Sissoco Embalo, par ailleurs président de la République de Guinée-Bissau, a déclaré qu'il est venu informer le président Ouattara du report du sommet de la Cédéao initialement prévu à Dakar du 13 au 14 octobre 2022 et qu'une nouvelle date sera trouvée pour « voir comment gérer la situation sécuritaire dans la zone ». « C'est vrai que nous sommes confrontés aujourd'hui à la situation de coup d'État cyclique, mais nous avons l'aspect des djihadistes, nous allons voir comment trouver les moyens avec nos partenaires », a affirmé Umaro Sissoco Embalo.

« La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria sont de grandes économies dans la sous-région. Nous ne pouvons pas prendre de décisions sans consulter ces pays », a fait savoir le président bissau-guinéen.

I.M./A.Anadolu

SOMALIE

14 éléments du mouvement al-Shabab tués dans le sud du pays

L'armée somalienne a annoncé, au soir du vendredi, la mort de 14 éléments du mouvement terroriste al-Shabab, parmi lesquels un dirigeant, lors d'une opération sécuritaire conduite dans la région du Bas-Shabelle, dans le sud du pays.

Dans un communiqué de presse, à la radio gouvernementale la Voix de l'armée (Voice of the Army), le major de l'armée somalienne, Ahmed Muslah, a déclaré que "des unités de l'armée ont mené une opération sécuritaire visant des éléments du mouvement qui prévoient de lancer une attaque contre la ville de Janali".

L'officier militaire a ajouté : "L'opération menée par des unités de l'armée a eu lieu près de Janali, après avoir reçu des informations concernant le plan d'une attaque terroriste contre la ville".

La même source a souligné que "l'opération a causé la mort de

14 éléments d'al-Shabab, parmi lesquels Mohamed Nur Sheri, un leader du mouvement dans la région du Bas-Shabelle".

Jusqu'à 08 h 45 GMT, il n'y avait encore eu aucun commentaire de la part du mouvement al-Shabab à propos des déclarations de l'officier militaire somalien.

Depuis que les forces gouvernementales ont repris les villes et villages de la région du Bas-Shabelle au groupe terroriste al-Shabab, à la mi-septembre, les éléments du mouvement ont eu recours à des attaques éclair dans cette région.

L'élimination des éléments du

mouvement survient à un moment où certaines régions de la Somalie sont les théâtres d'opérations sécuritaires, menées par les forces gouvernementales, en coopération avec des milices claniques armées, contre les terroristes d'al-Shabab, dans le sud et le centre du pays.

La Somalie mène depuis des années une guerre contre al-Shabab, un mouvement armé fondé au début de l'année 2004, et idéologiquement affilié à al-Qaïda, qui revendique de nombreuses opérations terroristes, qui ont fait des centaines de morts.

I.M./avec agences

TERRORISME/SAHEL

Près de la moitié des décès dus au terrorisme sont enregistrés en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne enregistre 48% des décès causés par le terrorisme dans le monde, a indiqué vendredi Abdoulaye Diop, président de la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Il intervenait lors de la 5ème réunion du comité de haut niveau sur le chantier paix et sécurité de l'UEMOA, à Dakar, la capitale sénégalaise.

« L'Afrique subsaharienne enregistre 48% du nombre total de décès dus au terrorisme, et c'est au Sahel que l'on compte les groupes terroristes à la croissance la plus rapide et les plus meurtriers », a soutenu Diop, reprenant les données du rapport de l'indice mondial du terrorisme. « Les pays de l'UEMOA sont parmi les plus touchés par le terrorisme », a-t-il ainsi regretté. D'après le rapport de l'indice mondiale du terrorisme

publié en mars 2022, trois des quatre pays ayant la plus forte augmentation du nombre de décès dus au terrorisme se trouvent dans la zone UEMOA. Il s'agit du Niger, du Burkina

Faso et du Mali. La République démocratique du Congo étant l'autre pays du quatuor. « L'organisation Daech remplace les talibans en tant que groupe terroriste le plus meurtrier au

monde en 2021, avec 15 morts par attentats au Niger », a aussi relevé le document qui rappelle qu'en 2021, 7 142 décès dus au terrorisme ont été enregistrés dans le monde. « Bien que les

attaques terroristes mondiales aient augmenté pour atteindre 5 226 en 2021, les décès ont légèrement diminué de 1,2 % », a précisé en outre le rapport.

A. A.

RDC

Deux morts lors d'une évasion massive de détenus à Matadi

Plus de 200 détenus de la prison centrale de Matadi dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo (RDC) se sont évadés, vendredi, à la suite d'une dispute entre deux policiers, ayant dégénéré. Cette évasion spectaculaire est survenue à la suite d'une dispute entre deux policiers de garde.

L'évasion de « 202 détenus », vendredi, a été provoquée par « un acte d'indiscipline des poli-

ciers commis lors de la mission de garde des détenus », a déclaré à l'Agence Anadolu (AA), Papy Luamba, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de la province du Kongo Central, dont Matadi est le chef-lieu. L'évasion a été provoquée par une dispute entre deux policiers dans l'enceinte de la prison centrale de Matadi vers 15h30 (14h30TU).

« Un policier a fini par tirer sur son subalterne et en ripostant

le moins gradé a ouvert le feu sur son commandant. Il est mort. Voilà ce qui a permis aux détenus de se procurer l'arme de la victime et de commencer à fuir en escaladant le mur de la prison », a déclaré le responsable. « Un détenu est mort lors de l'évasion en plus du policier. Au total, nous comptons deux morts et une dizaine de blessés graves », a précisé Luamba, affirmant que seuls « 24 évadés ont été récupérés en ville ».

LA PRISON REGORGEAIT DE 658 DÉTENUS AVANT L'ÉVASION

Les évasions sont récurrentes en RDC, pays qui manque cruellement d'infrastructures pénitentiaires. La plus grande évasion cette année a eu lieu à Butembo, une ville dans l'Est du pays où environ 800 détenus s'étaient évadés lors d'une attaque rebelle contre la maison carcérale

R.I.

CHAN TOTALENERGIES - ALGERIA 2022

Le COL recrute 200 bénévoles

Le Comité d'Organisation Local (COL) du Championnat d'Afrique des Nations TotalEnergies - Algérie 2022, lance un appel pour la recherche 200 bénévoles dans chaque ville retenue pour cet événement tant attendu (Alger, Annaba,

Constantine et Oran), est ce pour le bon déroulement de la CHAN TotalEnergies qui se déroulera en Algérie du 13 janvier au 04 février 2023, indique un communiqué publié avant-hier par la Fédération Algérienne de Football (FAF).

« Nous avons besoin de VOUS pour que cette 7ème édition du CHAN TotalEnergies 2022, soit une réussite ! » précise le même communiqué. Ajoutant : « La mobilisation de bénévoles engagés, responsables et désireux de s'investir est nécessaire à la bonne organisation de l'événement ».

Pour se faire, les organisateurs affirment : « Chacun y a une place, quelle que soit son expérience et son savoir-faire ». Ils appellent ainsi, tous volontaires à « participer à cette aventure, en rejoignant notre équipe de



bénévoles, venez partager votre dynamisme et mettre votre bonne humeur au service de l'Al-

gérie ». Pour ceux intéressés de rejoindre la grande équipe, de présenter leurs candidatures, en

envoyant leurs CV par e-mail à l'adresse suivante : cochan2022@faf.dz

Meriem D

FOOT/ LIGUE DES CHAMPIONS (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE/ ALLER)

Le CRB et la JSK en appel à Bamako et Lomé

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football : le CR Belouizdad et la JS Kabylie, affronteront en déplacement respectivement les Maliens de Djoliba AC et les Togolais de l'ASKO Kara, avec l'ambition de revenir avec un bon résultat, à l'occasion du 2e tour préliminaire (aller) de l'épreuve, prévu vendredi, samedi, et dimanche.

Auteur de quatre succès en autant de matchs en championnat de Ligue 1, le CRB aura à cœur de réussir son déplacement à Bamako, une manière de préserver toutes ses chances de se qualifier pour la phase de poules.

Pour se faire, le Chabab est appelé à bien négocier cette première manche face à une équipe coriace, qui s'est adjugée le doublé la saison dernière : Championnat-Coupe du Mali.

" C'est la dernière étape avant la phase de poules. Nous devons bien négocier ce match aller, nous avons tous les moyens pour réaliser un bon résultat à Bamako, à la hauteur des espérances du club", a indiqué l'entraîneur tunisien du CRB Nabil Kouki.

Le CRB s'est qualifié pour ce tour aux dépens des Sierraléonais de Bo Rangers (aller : 0-0, retour : 3-0), alors que Djoliba AC a passé l'écueil des

Equato-guinéens de Deportivo Mongomo (aller : 5-0, retour : 0-2).

De son côté, la JS Kabylie abordera ce déplacement à Lomé avec l'intention d'éviter la défaite, d'autant que l'objectif principal des "Canaris" et de se qualifier pour la phase de poules.

Ayant signé son premier succès en championnat dimanche sur le terrain du HB Chelghoum-Laïd (2-0), la JSK espère préserver cette dynamique face à l'ASKO Kara, champion du Togo en titre.

" La qualification se jouera sur deux matchs, mais il est clair qu'on fera tout pour revenir avec un bon résultat de notre

déplacement au Togo. Le plus important est que les joueurs ont retrouvé confiance en eux après le succès décroché face au HBCL", a indiqué l'entraîneur de la JSK Abdelkader Amrani, qui devra composer sans trois joueurs : l'attaquant Massinissa Nezla, le milieu défensif Salim Boukhanouchouche, et le défenseur Sabri Cheraitia, blessés. La formation kabyle s'est qualifiée pour ce tour aux dépens des Sénégalais de Casa Sports (aller : 0-1, retour : 2-0), tandis que l'ASKO de Kara a éliminé le club mauritanien du FC Nouadhibou (aller : 1-0, retour : 1-1).

R.S.

HAND/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS (DAMES)

Victoire du HBC El-Biar devant Habitat HBC

Les handballeuses algériennes du HBC El-Biar se sont imposées contre les Ivoiriennes de Habitat HBC sur le score de 22 à 21 (mi-temps : 11-09), en match de classement (5e-8e places) du Championnat d'Afrique des clubs champions (dames), disputé avant-hier à Tunis. A la faveur

de ce succès, les handballeuses d'El-Biar joueront samedi le match pour (5e-6e places) face aux Camerounaises de FAP, victorieuses contre leurs compatriotes de TKC (29-22). La finale du Championnat d'Afrique des clubs féminin, prévue dimanche, opposera les deux

formations angolaises de Primeiro de Agosto et Petro Atlético, vainqueurs respectivement devant DGSP du Congo (37-25) et le CF Moknine de Tunisie (29-21). Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, CF Boumerdès a échoué à se qualifier pour les quarts de finale, en

alignant quatre défaites en autant de matchs au premier tour de l'épreuve. Les filles de Boumerdès ont signé jeudi leur premier et unique succès dans la compétition, en battant les Béninoises de Flowers HBC (31-24, mi-temps : 16-14) en match de classement (9-11 places).

R.S.

LIGUE 1 - 7^E JOURNÉE

LE NCM TENU EN ÉCHEC PAR LE RCA (0-0)

Le NC Magra a été contraint au partage des points par le RC Arbaâ (0-0), avant-hier, en ouverture de la 7^e journée du championnat national de Ligue1.

Logé au 13^e rang (5 pts), avant le coup d'envoi de cette partie, le Nedjm a manqué d'éclat dans son antre pour venir à bout des Vikings. Ce résultat fait bien évidemment les affaires des visiteurs, embusqués aux pieds du podium (4e - 11 pts). Pour sa part, le NCM gagne un point également (6 pts) et remonte de la 13^e à la 11^e place.

Cette 7^e manche de la saison se poursuivra ce samedi, à partir de 15h00, avec en tête d'affiche la rencontre CS Constantine - MC Alger. Toutefois, cette belle partie entre le leader de la Ligue 1 et le 6^e du championnat aura lieu sans la présence du public en raison de la sanction de quatre matchs à huis clos, dont deux avec sursis, infligée par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP). De son côté, l'USM Khenchela compte réaliser la passe de trois en accueillant le MC Oran, tandis que le MC El Bayadh verra la visite du HB Chelghoum Laïd.

Concernant les rencontres CR Belouizdad - US Biskra, JS Kabylie - Paradou AC, USM Alger - ES Sétif, et ASO Chlef - JS Saoura, elles sont reportées à une date ultérieure en raison de l'engagement du CRB, de la JSK, de l'USMA et de la JSS dans les différentes compétitions africaines.

APS

ZEFIZEF

«BELMADI SERA LÀ POUR UN NOUVEAU CYCLE»

Alors même que les détails de son nouveau contrat n'ont pas été signés, il est acté que Djamel Belmadi restera l'entraîneur de l'Équipe Nationale.

Il l'avait publiquement annoncé lui-même et le président de la Fédération Algérienne de Football Djahid Zefizef l'a hier confirmé sur les ondes de la Radio Chaîne III : Oui, Djamel Belmadi va continuer à s'installer dans la durée en EN, pour un «nouveau cycle avec l'Équipe Nationale». Ce cycle, qui devrait s'étendre jusqu'à la Coupe du Monde 2026, n'a, pour l'heure, pas été précisés dans les détails. D'éventuels objectifs de performance ou de résultats ne sont pas connus. Le contrat du sélectionneur champion d'Afrique 2019, quant à lui, doit être officiellement signé.

Dz-foot

FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE DE BAGHDAD

«GPS», de Mohamed Charchal, en lice

La pièce de théâtre, «GPS», conçue et mise en scène par Mohamed Charchal, et produite par le Théâtre national algérien (TNA), représentera l'Algérie à la troisième édition du Festival international du théâtre de Bagdad, qui se déroulera du 20 au 28 octobre en Irak, annoncent les organisateurs sur leur page officielle.

«GPS» sera en lice au côté de 215 représentations théâtrales, dont 21 représentations étrangères, 155 représentations arabes et 39 représentations irakiennes. «Le comité de visionnage a choisi ces 215 représentations pour leurs qualités créatives et esthétiques et leur ouverture sur la modernité, ainsi que la variété et la richesse de ces dernières», lit-on sur le communiqué. Le spectacle mélange le cinéma, le théâtre, les gestes, et le mouvement, pour transmettre des messages et des idées qui critiquent le suivisme et l'errance. Il aborde la perte de l'homme contemporain entre les idées, les principes, et sa position à l'égard du temps, et sa dépendance de l'attente sans atteindre. Il fournit plutôt une image de la personne mutante qui se retourne et perd, même, sa vérité, consciemment ou par accident. Les héros attendent, sans succès, le salut depuis leur naissance, et le train, qui est le symbole du salut, passe, à chaque fois, sans que personne ne le prenne. Pendant qu'ils attendent, les uns s'intéressent aux autres, et ils ne font pas attention à l'heure, ni au passage du train jusqu'à ce qu'ils atteignent la vieillesse. La pièce est basée sur quatre tableaux qui sont presque séparés les uns des autres, conçus délibérément par le metteur en scène du spectacle de manière à le rendre plus proche de la joie et de l'humour, en s'appuyant sur les capacités



des comédiens à bouger et à gérer leur corps, et non pas par l'usage de leurs voix. Des danses disciplinées ont imprégné le spectacle et les comédiens se sont contentés de gestes et de mouvements. Ce qui les a poussés à faire de doubles efforts pour communiquer le message et qui a, donc, paru clair à la plupart des spectateurs, nonobstant l'absence de dialogue, d'ascension ou de conflit clairs. Pour rappel, «GPS», interprété par les comédiens Mohamed Haouas, Adila Soualem, Yacine Brahmi, Nawel Messaoudi, Sabrina Bou-

keria, Sarah Gherbi, Abdenour Yessad, Mourad Medjram, Mahfoud Machref et Djalal Draoui a reçu le Prix Cheikh Soltane-Al Qacimi du Meilleur spectacle

théâtral arabe. La scénographie a été réalisée par Abdelmalek Yahia, alors que les chorégraphies ont été conçues par Samar Bendaoud. La lumière a été

confiée à Chawki Mekachi, alors que Adel Lamamra s'est occupé de la création musicale de cette pièce. **Meriem D.**

14^e FIBDA

La bande dessinée en tamazight présente



La bande dessinée en tamazight marque sa présence au 14^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA), à travers les publications de Kamel Bentaha, un bédéiste accompli qui raconte et dessine dans ses œuvres, le patrimoine et la culture algérienne d'expression amazighe. Présent sur les étagères et les rayons du 14^e FIBDA à travers ses six ouvrages déjà sur le marché, Kamel Bentaha s'affaire à assurer un bon encadrement aux nombreux enfants venus assister aux ateliers d'initiation à la bande dessinée en tamazight. Dans un entretien accordé à l'APS, le bédéiste explique l'importance de se retrouver dans les contenus proposés aux enfants et aux jeunes Algériens pour pouvoir "se projeter sereinement dans l'avenir", soulignant, ainsi, "la nécessité de promouvoir le patrimoine algérien dans ses dimensions culturelle et historique". "La BD a l'avantage du récit et du dessin, deux élé-

ments fondamentaux qu'on pourrait mettre au service de notre culture tellement riche et diversifiée, ainsi que notre grande histoire, glorieuse par les hommes et les femmes qui l'ont faite", explique Kamel Bentaha. Relevant la pertinence de la "dimension pédagogique que recèle la bande dessinée", l'artiste réitère son souhait de voir la BD algérienne s'"assumer pleinement" à travers la promotion de personnages porteurs de l'"identité algérienne" dans des "récits qui renverraient à l'histoire de l'Algérie et à la tradition ancestrale". "Nous étions pourtant si bien partis avec Bouzid et Zina, M'kidèche, Richa et autres héros algériens", a rappelé Kamel Bentaha, avant d'ajouter : "La nature ayant horreur du vide, nos jeunes se sont tournés vers les mangas et autres personnages de BD qui ne répondent, en fait, qu'aux préoccupations et aux exigences existentielles d'une tout autre jeunesse, celle des

autres sociétés". A travers, "Aâzzi akked Aâzzoul" (le rouge-gorge et le préféré), héros d'une nouvelle série, le bédéiste fait vivre et tente d'installer dans la durée ses deux personnages autochtones dans des trames et des décors qui répercutent leur environnement socioculturel au quotidien. "J'écrirai et je dessinerai toujours pour raconter mon pays, et je pense que c'est l'une des meilleures manières de défendre, promouvoir et transmettre le patrimoine", a conclu l'artiste. Né en 1968, Kamel Bentaha a commis ses premières publications en 2013 à travers une série de caricatures qui le conduiront à travailler comme dessinateur de presse dans un des quotidiens nationaux. Comptant à son actif six publications, l'artiste promène ses deux héros dans différentes aventures passionnantes, dont Tamaçahut n Tsekkurt (le conte de la perdrix), dans lequel il rend hommage au regretté IDIR (1945-2020), chantre de la chanson algérienne d'expression amazighe. Kamel Bentaha a obtenu deux prix au FIBDA, celui du Jeune talent en 2016, alors qu'en 2021, il est monté sur la troisième marche du podium. Placé sous le thème du patrimoine, le 14^e FIBDA se poursuit jusqu'au 8 octobre à l'esplanade Riad El Feth, avec la participation d'éditeurs de bande dessinée algériens et étrangers d'une dizaine de pays. Parmi les nations présentes au 14^e FIBDA, l'Italie, le Japon (invité d'honneur), la France, le Congo, l'Égypte, le Liban et le Mexique, qui marque sa première participation à ce festival. **R.C.**

OPÉRA D'ALGER

LE SPECTACLE "DJAZAÏR ZINET EL BOULDANE" PRÉSENTÉ AU PUBLIC

Le spectacle "Djazair zinet el bouldane", une fusion originale entre la musique symphonique universelle et le répertoire classique algérien, a été animé jeudi soir à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih en ouverture du programme culturel et artistique de l'établissement pour la saison 2022-2023. Produit par l'Opéra d'Alger dans le cadre des festivités célébrant le 60^e anniversaire de l'indépendance, le spectacle associe les trois ensembles artistiques de l'opéra, à savoir l'orchestre symphonique, l'orchestre andalou et celui du Chœur (chorale). Sous la direction artistique de Fatma-Zahra Namous, cette création allie musique, chant et narration avec la participation du conteur Abdelmoumène Houa. Sous la direction de Lotfi Saïdi et Najib Kateb pour les ensembles symphonique et andalou, musiciens, chanteurs et choristes ont revisité de célèbres pièces puisées dans le riche répertoire universel symphonique et la musique algérienne. Les musiciens ont revisité, deux heures durant, plusieurs pièces symphoniques, du chaabi et de l'andalou. En chœur ou en solo, les trois orchestres ont offert un tableau qui suggère la communication entre une génération prometteuse de jeunes talents et leurs prédécesseurs. "Qolouli ya samaine", célèbre chanson de Abdelmadjid Meskoud, "Dzair nchalah ad tehluud" de Cherif Kheddami, "Aya haddad n el fetta" de Samy El Djazaïri ou encore "El hamdou li Allah", une chanson emblématique du "cardinal" Hadj M'hamed El Anka, dédiée à l'indépendance de l'Algérie, ont été parmi les pièces exécutées lors de cette soirée qui a drainé un public nombreux. La directrice de l'Opéra d'Alger, Fatma-Zohra Namous Senouci, a souligné en marge du spectacle que "Djazair zinet el bouldane", présenté en ouverture de l'année culturelle et artistique 2022-2023 de son établissement, marque aussi les festivités célébrant le 60^e anniversaire de l'indépendance. Le spectacle, a-t-elle détaillé, est une "fusion entre trois grands ensembles de l'opéra d'Alger", à savoir les orchestres symphonique et andalou et la chorale. C'est un "hommage aux artistes qui ont chanté et marqué, par leur création artistique, l'histoire de l'Algérie", a-t-elle dit. **APS**

LA VACCINATION, LA PROTECTION POUR TOUS...
Préservez votre vie et celle de votre famille

AFIREFE SAÏD BELTADJA, HOUADA THOUALOU ET LES CHARGES DU MINISTRE DE LA SANTE
Le Parquet requiert des peines entre 3 et 10 ans de prison ferme

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - MARCHÉ 12 OCTOBRE 2021 - N°104 - PRIX DE LA DIRECTION DE LA PUBLICATION : 1000 DA

NOUVELLE ÉDITION: 17 HEURES DE MARCHÉ DE BOLS MONDIAUX ET ÉCONOMIQUES

Air Algérie reprend de l'altitude

LA PRIME GÉNÉRIQUE LEVEE L'ÉCRIVAIN DE L'ÉCONOMIQUE

La chute de Facebook n'est plus qu'une question de temps

LE PREMIER MINISTRE ENVAHISSEMENT RÉGIONAL: POUR LE PRÉSIDENT DE L'ÉCRIVAIN
L'Algérie n'a pas ménagé ses efforts pour renforcer le Mouvement des non-alignés

L'EDITORIAL DE L'EXPRESS: Les adeptes du désordre toujours en action!

CORONAVID: 28 CAS ET 2 DÉCÈS
Sous la barre symbolique et rassurante des 100 contaminations

ON NE PEUT PAS METTRE SUR UN MÊME PIED D'ÉGALITÉ L'AGRESSEUR ET L'AGRESSÉ

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

- L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères
- L'affaire des 7000 migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »

LE PROCÈS REPREND: HOUDA FERAOUN RATTRAPÉE PAR LE PROJET DE 1 MILLION DE LIGNES FTTH

30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public

Suivez-nous sur : www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : [L'EXPRESSDZ](https://www.facebook.com/L'EXPRESSDZ)

L'EXPRESSDZ®

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaire, félicitations...
Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez nous sur : www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESS

Suivez nous sur notre page Facebook : [L'EXPRESSDZ](https://www.facebook.com/L'EXPRESSDZ)

L'express le quotidien
@LexpressAlgerie - Journal

Accueil Avis Vidéos Photos Plus

À propos

L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'inform...

300 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnées

<https://www.lexpressquotidien.dz/>

023 70 99 92

Envoyer un message

lexpressquotidien2021@gmail.com

Journal

Suggérer des modifications

Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui Je ne suis p... Non

Créer une publication

Photo/Vidéo Je suis là Identifier des amis

L'express le quotidien
51 min

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'express le quotidien
1 h

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'EXPRESSDZ

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express

L'EXPRESS

ACTUALITÉ - SOCIÉTÉ - CULTURE - RÉGION - SANTÉ

Migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »

DE RÉDACTION 12 OCTOBRE 2021

Télécharger la version PDF

National

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

Migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »

Tebboune: « Les hausses injustifiées des prix sont soutenus par des calculs politiques »

BONJOUR, J'AI PERDU LE MORAL!

OBSTACLE RÉVÉLÉ! PROUVÉ!

Le retour de l'ambassadeur d'Algérie en France lié au respect total à l'Algérie

Ce qu'il convient de retenir de la réunion du Gouvernement

Le nécessaire - coup de balai - dans la « jungle » de la presse papier

Politique Région Contributions

ROYAUME-UNI

Pas de plan d'économies d'énergie en vue

Le secrétaire d'État au climat Graham Stuart l'affirme, le Royaume-Uni se trouve «en bonne position comparé à nos autres voisins européens». Et selon lui, réduire la consommation d'électricité ne «fait pas de différence pour notre sécurité énergétique».

Graham Stuart dit s'attendre à ce que les Britanniques économisent d'abord l'énergie pour des raisons budgétaires. Si la nouvelle Première ministre Liz Truss rejette l'image d'un «État nounou», la première mesure phare de son gouvernement consiste à débloquer 60 milliards de livres (70 milliards d'euros) pour plafonner les factures d'énergie des ménages et des entreprises. Les Britanniques n'entendent rien faire comme les autres. Alors que l'Europe continentale n'a que le mot «sobriété» à la bouche, à commencer par l'exécutif français, le gouvernement de Liz Truss ne prévoit pas de plan de réduction de la consommation d'énergie des ménages. Pourtant, la situation énergétique du pays s'annonce aussi tendue que celle du Vieux Continent, sinon plus. Un rapport de National Grid, le gestionnaire du réseau électrique britannique, publié jeudi a révélé qu'était envisagé le scénario extrême d'un manque de gaz importé et de coupures partielles d'électricité. Ce vendredi, de nombreux quotidiens britanniques reprenaient les prévisions de National Grid et affichaient en Une le risque de «blackout» (ou coupure totale de courant).

«TOUT IRA BIEN» CET HIVER, SELON LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU CLIMAT

Les membres du gouvernement font état de leur optimisme pour cet hiver. «Nous pensons que



nous avons un approvisionnement varié et solide dans tous les scénarios les plus probables, tout ira bien, mais nous nous préparons pour tout», a justifié le secrétaire d'État au climat Graham Stuart sur Sky News ce vendredi. Le responsable «n'envoie pas (le) message» aux Britanniques de consommer moins d'énergie, qui n'aurait selon qu'un effet sur le budget des ménages mais pas la situation

énergétique du pays. Le secrétaire d'État écarte l'idée de rationnements d'énergie et ne compte «pas demander aux gens de débrancher des choses (...) quand cela ne fait pas de différence pour notre sécurité énergétique», a-t-il expliqué. «Il y a de bonnes raisons pour lesquelles des gens préfèrent prendre une douche qu'un bain parce que cela peut faire baisser leur facture (...) mais ça n'a pas

d'impact sur notre sécurité énergétique». En coulisses, l'insouciance ne semble pas vraiment de mise à Downing Street. La presse anglaise se fait l'écho de l'information selon laquelle une campagne d'économies d'énergie a bien été élaborée, mais que la Première ministre Liz Truss a finalement renoncé à appliquer. Dans une logique d'effacement du rôle de l'État

inspirée des courants libéraux et conservateurs dont est issue Liz Truss, la Première ministre dit refuser d'agir en «État nounou».

DEUX TIERS DES FOYERS MENACÉS DE «PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE»

«Nous sommes en bonne position comparé à nos autres voisins européens. Nous ne dépendons pas du gaz russe. Près de la moitié de notre consommation de gaz est produite au Royaume-Uni», s'est même félicité Graham Stuart sur Sky News... avant d'admettre que «cet hiver comporte plus de risques que les hivers précédents».

Au-delà de la question de l'approvisionnement, le Royaume-Uni est frappé par une flambée des prix de l'énergie, insoutenable pour la plupart des ménages sans soutien de l'État. Liz Truss, malgré ses réticences apparentes à faire intervenir la puissance publique, a dégainé un plan massif pour alléger les factures énergétiques des Britanniques pour une ardoise proche de 60 milliards de livres (environ 70 milliards d'euros). Ces factures seront plafonnées à 2.500 livres par an.

Le coût de l'énergie pour les entreprises sera pris en charge pour moitié pendant environ six mois. L'Université de York estime, que sans ces aides, deux tiers des foyers britanniques seraient dans une situation pauvreté énergétique cet hiver.

La tribune

MACRON VEUT LIVRER PLUS DE CANONS CAESAR ET DE VÉHICULES BLINDÉS BASTION À L'UKRAINE

La France envisage l'envoi de nouveaux canons Caesar à l'Ukraine, a annoncé jeudi Emmanuel Macron. En réponse, le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France afin de s'expliquer. Depuis le début du conflit, la France a fourni 18 canons Caesar de 155 mm d'une portée de 40 km, montés sur camion, des missiles antichars et antiaériens, des véhicules de l'avant-blindé (VAB), du carburant, des équipements individuels et une quinzaine de canons tractés TRF1 de 155 mm à l'Ukraine. «Nous travaillons sur plusieurs demandes, avec plusieurs États membres de l'Union européenne, en particulier sur de nouveaux Caesar», a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue de la première réunion de la Communauté politique européenne à Prague. Paris envisage désormais de fournir à Kiev six à 12 canons Caesar supplémentaires, prélevés sur une commande destinée au Danemark, a confié à l'AFP une source proche du dossier. La France étudie également la possibilité de livrer à Kiev 20 véhicules blindés Bastion.

LA FRANCE CONTINUERA SON AIDE

Les Vingt-Sept "discuteront de ces sujets, sur quelques mécanismes" vendredi lors d'un sommet informel de l'UE à Prague, a indiqué le Président français, ajoutant qu'il y reviendrait plus en détail lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion. "Nous

allons continuer à soutenir l'Ukraine d'un point de vue financier, d'un point de vue humanitaire et d'un point de vue militaire", a-t-il martelé. "Cette aide continuera à être une aide en termes d'équipements et de formation dans la droite ligne de ce que nous faisons depuis plusieurs mois", a-t-il dit.

AMBASSADEUR CONVOQUÉ

L'ambassadeur français en Russie, Pierre Lévy, a été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères afin de s'expliquer sur les livraisons d'armes de Paris à l'Ukraine. Dans un communiqué, la diplomatie russe a déclaré avoir souligné les menaces que

représentaient les livraisons d'armes et d'équipement à l'Ukraine ainsi que l'accumulation de programmes de formation pour l'armée ukrainienne. Le ministère des Affaires étrangères a indiqué avoir mis l'accent sur la contradiction que constituent ces actes face au souhait de la France de régler pacifiquement la situation en Ukraine. **Sputnik**

CRISE ÉNERGÉTIQUE : LES EUROPÉENS AU BORD DE LA PANIQUE

Par Virginie Malingre

Réunis à Prague, les Vingt-Sept sont apparus désarmés et de plus en plus inquiets face à la hausse des prix du gaz et de l'électricité. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, le premier ministre néerlandais, Mark Rutte, et le président français, Emmanuel Macron, arrivent au sommet des chefs d'Etat européens, à Prague, le 7 octobre 2022. MICHAL CIZEK / AFP D'ordinaire, à la veille d'un conseil européen, les diplomates se veulent rassurants. Mais, ces derniers jours, alors que la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Prague, vendredi 7 octobre, se

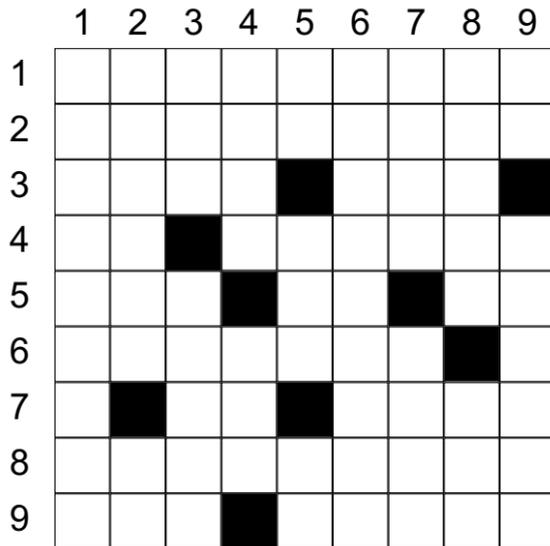
rapprochait, plusieurs d'entre eux ne cachaient pas leur inquiétude. Et pas seulement en raison des risques d'escalade, notamment nucléaire, de la guerre en Ukraine. Alors que la flambée des prix de l'énergie, nourrie par l'offensive gazière du Kremlin, menace la paix sociale et leurs économies, les Vingt-Sept restent incapables de s'entendre sur la marche à suivre pour en atténuer les effets délétères. Entre panique et bataille rangée, ils ont essayé, vendredi, «d'identifier leurs points de convergence», confiait-on dans l'entourage de Charles Michel, le

président du Conseil, façon de dire qu'un compromis est encore lointain. Désireux d'afficher leur unité, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, sont bien arrivés côte à côte sur le site du château de Prague, qui domine la vieille ville, flanqués du chef du gouvernement néerlandais, Mark Rutte. Mais derrière l'image, les tensions entre Paris et Berlin sur les questions énergétiques restent vives. Plus largement, les Vingt-Sept, qui ont réussi à faire front depuis le début du conflit en Ukraine, savent qu'aujourd'hui leur unité est

menacée par le retour de l'inflation galopante. Depuis l'invasion de l'Ukraine, ils ont certes fait en sorte de se passer autant que possible du gaz russe : remplissage des réserves à 90 %, diversification des approvisionnements et réduction de la consommation. Mais, ce faisant, ils ont aussi exacerbé la hausse des prix, à leurs dépens. «Nous avons très substantiellement réduit notre dépendance au gaz russe», s'est réjoui Emmanuel Macron, mais, «à très court terme, nous avons un problème de prix».

Le Monde

MOTS CROISES



Horizontalement

- 1- Un groupe de tentes.
- 2- Etre voisin.
- 3- Elle ronge la laine - Septième lettre de l'alphabet grec.
- 4- En ville - Couteaux que l'on trouve sur la plage
- 5- Grande étendue d'eau salée - Nouvelle lune.
- 6- Objet du dessin.
- 7- Sans habits - Boîte à bulletins de vote.
- 8- Ralentissement de l'activité économique.
- 9- Fait mourir - Détermination du poids.

Verticalement

- 1- Fromage français de Normandie.
- 2- Donner de l'éclat - Participe passé d'avoir.
- 3- Terme de phrase - Passe à l'eau claire.
- 4- Oiseaux à plumage noir et blanc - Pronom interrogatif.
- 5- Préposition devant les lettres - Organisation des Nations unies - Secteur postal.
- 6- Douce et hypocrite.
- 7- Greffe au jardin - Répartitions du courrier.
- 8- Le vide absolu - Son arche est connue.
- 9- Symbole du tour - Elle appelle les pompiers au feu.

4FOISQUATRE

Retrouvez sans vous aider du dictionnaire, la bonne orthographe des mots suivants par quatre propositions que nous vous soumettons en barrant les trois mots qui sont faux.

Gouttière Goutière Gouttière Guouttière	Laugarithmique Logarithmique Logarithmic Logarithmique
Taupinambour Topinambour Topynambour Topinonbour	Vélo-moteur Velomoteur Véломoteur Velo-moteur

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS CROISES
 HORIZONTALLEMENT
 1- ACCELERER. 2- CROCODILE. 3- CA - ODERES. 4- EMET - NEVE.
 5- NOM - AT - ER. 6- TIPULES. 7- USINE - EGO. 8- EIRE - MURI. 9- REE - PILER.
 VERTICALEMENT
 1- ACCENTUER. 2- CRAMOISE. 3- CO - EMPIRE. 4- ECOT - UNE.
 5- LOB - ALE. 6- EDENTE - MI. 7- RIRE - SEUL. 8- ELEVE - GRE. 9- RESERVOIR.

MOTS FLECHES
 HORIZONTALLEMENT
 DIMINUEES - TENAILLE - ERRE - RIEN - AIMEES - AIDER - EUE - LINGE - SN - ILOT - LAIC - EN - CARTE - QUARANTE - SLIP - SET - DEESSE - SR.
 VERTICALEMENT
 MITRAILLEUSE - MERIDIONALE - FINEMENT - RIS - NA - ERG - CAPS - NUIRE - ELAN - ELISE - ARTS - FELE - USITEES - SENTENCE - TRT.

4 FOIS QUATRE
 Curatif - Dédommagement - Gamelle - Télépathie
BIFFE-TOUT
 MERCREDI

MOTS FLÉCHÉS NEUFSURDOUZE

DISTRAIRE RESTÉES	SIDNA AÏSSA GRAPHISTE	CONFÉREN- CIERS A REMPPLACER	CÉLÉBRÉE PARMI	A ELLE
PEU RÉSISTANTE FUSÉES				
EN TENUE D'ADAM SERVICE IMPECCABLE		LONGUE PÉRIODE TROUVE LA SOLUTION		LE SOLEIL S'Y LÈVE
	LIEU DE DÉFILÉ CRI SOURD		AVERSES	
LIQUIDE DÉSINFEC- TANT ACCUMULANT			SQUELETTE ANISETTE	
PRÉNOM DE ROSSI LENTILLES		NOTE DIRECTE COURS AU CAIRE		MANCHE AU TENNIS
	LIÉES INITIALES DE DELON			
NATIONALI- SÉE PRÉNOM D'ASTAIRE				
		CHARGE		

Le dernier MOT

Les lettres non utilisées serviront à former le mot dont la définition est ci-dessous

En 8 lettres :
Pull-over

U	E	E	G	A	S	I	V	C	L	S	P	A	S	S	A	G	E
N	G	M	U	R	O	C	E	D	I	E	C	L	I	I	T	T	T
M	A	M	E	C	E	R	O	E	S	J	A	O	A	E	E	H	I
U	V	V	O	G	B	B	U	F	U	O	B	N	L	N	J	G	V
R	I	U	I	M	O	V	E	P	F	U	I	G	D	E	A	E	E
H	R	L	I	D	E	T	O	C	D	R	N	U	V	R	R	C	G
S	E	T	E	U	G	N	O	L	I	O	E	E	E	B	T	A	N
T	R	T	G	P	I	S	T	O	L	E	T	U	E	M	E	B	O
R	I	N	E	V	A	T	V	P	D	A	G	R	E	E	R	L	L
R	O	M	A	N	C	E	N	O	M	R	E	S	A	M	M	E	A
L	T	N	E	I	D	T	N	E	M	R	U	O	T	C	E	T	G
F	I	I	N	S	T	R	N	M	M	R	T	U	N	N	E	L	E
F	R	T	U	I	U	T	E	E	A	E	E	O	N	C	A	E	N
L	R	O	A	C	O	R	T	G	D	S	L	I	N	C	A	V	G
E	E	R	N	N	R	I	E	I	I	P	B	A	O	A	A	S	I
U	T	I	A	T	D	I	T	R	R	M	L	N	N	L	I	M	E
V	E	C	U	O	P	E	C	A	A	E	U	Q	S	I	D	P	P
E	G	A	T	U	N	I	M	L	P	T	T	P	R	O	F	I	L

- AVENIR
- CABINET
- CABLE
- CAMP
- CANAL
- CANOT
- CINTRE
- CIRCUIT
- COFFRE
- COURS
- CRISE
- DECORUM
- DEGRE
- DEVOIR
- DISQUE

- DIVAN
- DUBOIS
- ELANCE
- ETENDRE
- ETENDUE
- FINALEMENT
- FLEUVE
- FRONT
- FUSIL
- GERME
- GILET
- GLACON
- HIVER
- ICEBERG
- JUPON

- LAMBIN
- LONGEVITE
- LONGUET
- LONGUEUR
- LONGUE-VUE
- MEGOT
- MEMBRE
- MESURAGE
- MESURER
- MINUTAGE
- MOMENT
- MUR
- ONGLE
- PASSAGE
- PATIO

- PEIGNE
- PIANO
- PISTOLET
- POEME
- POUCE
- PROFIL
- RIVAGE
- ROMAN
- SEJOUR
- SERMON
- SIEGE
- SVELTE
- TENDEM
- TEMPS
- TERME

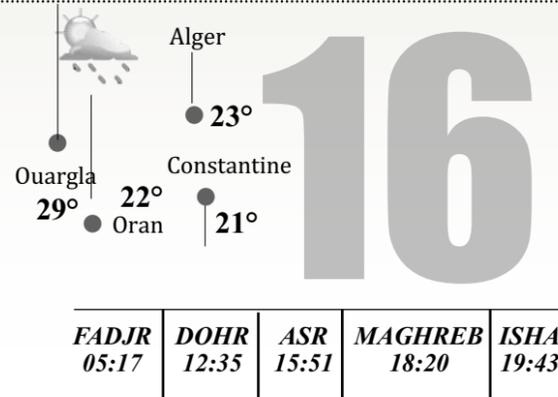
- TERRITOIRE
- TIMBRE
- TIRET
- TOURMENT
- TRACE
- TRAIT
- TRAJET
- TUNNEL
- UN
- VERBE
- VETEMENT
- VISAGE

DES EXPOSANTS INTERNATIONAUX AU RENDEZ-VOUS

La 14^e édition du Salon « Alger Industries » se tiendra du 10 au 13 octobre 2022 au Palais des Expositions Pins Maritimes d'Alger (Safex), avec la participation de 70 exposants. La manifestation réunira cette année « pas moins de 70 exposants, dont une dizaine d'exposants internationaux, qui bénéficieront d'un espace d'exposition commerciale de plus de 2 000 m² », a précisé la société Batimatec Expo en charge de l'organisation de cet événement, dans un communiqué. Dédié aux professionnels

généralement, le salon qui draine des dizaines de milliers de visiteurs chaque année, offre un espace aux opérateurs désireux de faire connaître leurs procédés, leurs produits et leurs services, dans les secteurs de l'industrie. Il permet aussi une rencontre entre les professionnels pour échanger, émettre des idées et renforcer les relations commerciales. L'événement permettra, également, aux participants « de faire valoir leur savoir-faire, et de s'ouvrir des perspectives à l'export, en prospectant des oppor-

tunités d'affaires à l'international, en particulier sur le marché africain, en mettant à profit la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ». Des conférences et des communications seront animées, en marge du Salon, autour de trois thèmes principaux, à savoir « Les services d'appui à l'industrie : ingénierie, normalisation, recherche appliquée et formation », « La santé et la sécurité au travail » et « La garantie des crédits aux PME », a-t-on souligné dans le communiqué. R.N.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 9 OCTOBRE 2022 // N°405 // PRIX 20 DA

Plus de 10.000 MDS DA de crédits à l'économie à juin 2022

Le développement d'autres mécanismes tels que le leasing, la bourse et le capital d'investissement étaient parmi la priorité du Gouvernement...

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a fait état, jeudi à Alger, d'un total de 10.037 MDS DA de crédits à l'économie à juin 2022, affirmant que l'Etat continuera à financer l'économie et à rechercher des sources de financement durables tout en "maintenant sa position constante" concernant le non-recours à l'endettement extérieur. Répondant aux préoccupations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) au sujet de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, M. Benabderrahmane a rappelé que le total des crédits accordés à l'économie par les banques publiques et privées, à fin juin 2022, avait atteint les 10.037 MDS DA avec une augmentation de 245 MDS DA par rapport aux affectations de fin 2021. Le montant des crédits contractés auprès des banques publiques est de l'ordre



de 4.148 MDS DA à fin juin dernier, contre 3.976 MDS DA à fin 2021 soit une hausse de 50 MDS DA, a indiqué le Premier ministre qui a également fait état de 51 MDS DA octroyés aux ménages. Les crédits accordés à l'économie représentent 64% du total des crédits bancaires, a-t-il ajouté, soulignant que le développement d'autres mécanis-

mes tels que le leasing, la bourse et le capital d'investissement étaient parmi la priorité du Gouvernement. Ce dernier avait lancé nombre d'initiatives pour améliorer et diversifier les sources de financement des entreprises, a relevé M. Benabderrahmane. Dans ce contexte, le Premier ministre a évoqué la création de fonds d'investisse-

ment dans les wilayas chargés de participer au capital des petites et moyennes entreprises avec des affectations de l'ordre de 58 milliards de DA, avec hausse du seuil de participation dans le capital à 150 millions de DA au maximum, autorisé au préalable. R.N.

GAZ

Sonatrach a livré plus de 83 milliards de m³ à Naturgy durant la dernière décennie

A travers les contrats qui la lient à Naturgy, Sonatrach a livré durant la dernière décennie plus de 83 milliards de m³ de gaz à son client espagnol, a indiqué jeudi le groupe, à l'occasion de la signature d'un accord relatif aux contrats de vente et d'achat de gaz naturel liant les deux sociétés à travers le gazoduc Medgaz. "A travers les contrats qui la lient à Naturgy, Sonatrach a livré durant la dernière décennie plus de 83 milliards de m³ à son client sur le marché espagnol, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité des approvisionnements gaziers de ce marché", a indiqué le groupe dans un com-

munique distribué lors de la cérémonie de signature. Sonatrach et son partenaire Naturgy ont convenu de "réviser les prix des contrats de fourniture de gaz à long terme existants, à la lumière de l'évolution du marché, assurant ainsi l'équilibre de leurs contrats sur une base gagnant-gagnant", indique le groupe. "La signature de cet accord renforce le partenariat de longue date entre Sonatrach et Naturgy et vise à consolider leurs positions sur le marché espagnol". Les deux sociétés ont également convenu de poursuivre leurs discussions sur des sujets d'intérêts communs. L'accord de ce jeudi a

été signé par le Pdg de Sonatrach, Toufik Hakkar, et le Pdg de Naturgy, Francisco Reynes Masanet, en présence des cadres des deux compagnies. Qualifiant l'accord de "très important" qui va permettre aux deux parties de continuer leurs relations de coopération, le PDG de Sonatrach a souligné que la relation entre les deux compagnies est "historique". M.Hakkar a rappelé que le dernier contrat à long terme entre les deux compagnies va expirer en 2031. "On va continuer à travailler ensemble jusqu'à cette date et pourquoi pas au delà de 2031", a-t-il avancé. APS

LE GROUPE TCHIN-LAIT ANNONCE LA REPRISE DE LA PRODUCTION DE SES LAITS "CANDIA"



Le groupe Tchín-Lait a annoncé la reprise de la production de ses laits "Candia", au niveau de ses usines de Béjaïa, Alger et Sétif, a indiqué, vendredi 7 octobre, un communiqué du groupe. "Le groupe Tchín-Lait, de droit algérien à 100%, a le plaisir d'informer sa clientèle de la reprise de la production des laits Candia, au niveau de ses usines de Béjaïa, d'Alger et de Sétif", précise le groupe qui s'excuse de cette "absence momentanée" et s'engage à "faire le nécessaire pour alimenter le marché national en produit Candia dans les jours à venir".

Le groupe a tenu à assurer que les prix de ses produits "restent inchangés. R.N.

gaz naturel algérien exporté, étaient toujours en cours et arrivées à un stade "très avancé". "Nous menons des négociations avec quelques partenaires et nous en sommes à un stade très avancé. Nous ne pouvons pas encore avancer de date précise pour la conclusion de l'accord. Nos équipes négocient avec 11 clients et sont parvenues à un accord avec six d'entre eux", a déclaré M. Hakkar lors d'une conférence de presse au terme de la cérémonie de signature avec le groupe énergétique espagnol Naturgy d'un accord relatif aux contrats de vente et d'achat de gaz naturel liant les deux sociétés à travers le gazoduc Medgaz.

"Notre objectif est de parvenir à une révision des prix et leur adaptation aux prix réels en cours sur le marché gazier avec tous les clients de Sonatrach", a-t-il dit, faisant savoir que le groupe a informé, l'an dernier, tous ses clients de sa demande de révision des prix du gaz exporté. "Notre demande est claire. Il s'agit de re-voir et d'adapter les prix contractuels aux prix réels en cours sur le marché gazier, pour préserver nos intérêts sur ce marché. Nous n'avons pas demandé de prix libres", a-t-il fait savoir.

A une question sur la demande sur le gaz naturel, M. Hekkar a répondu qu'"une forte demande est enregistrée et nous procédons au cas par cas, en faisant primer les intérêts de l'Algérie". APS

SONATRACH NÉGOCIATIONS « TRÈS AVANCÉES » AVEC CINQ PARTENAIRES POUR LA RÉVISION DES PRIX DU GAZ NATUREL EXPORTÉ

Le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a affirmé, jeudi à Alger, que les négociations avec cinq partenaires concernant la révision des prix du

